Le dossier secret des Accords d'Evian

Olivier Long

Le dossier secret des Accords d'Evian

Une mission suisse pour la paix en Algérie

Préface de Max Petitpierre

OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES

Les droits de reproduction pour la présente édition ont été obtenus par l'OPU en 1989 auprès des **Editions 24 heures, Lausanne** *après signature de contrat.*

©Office des Publications Universitaires : 2010
EDITION : 4.07.3300
I.S.B.N : 978. 9961.0.1340.3
Dépôt légal: 1368/2010

Préface

La neutralité a des aspects déplaisants dans la mesure où elle consiste en un refus de prendre parti et éventuellement de choisir entre le bien et le mal. Mais la retenue à laquelle elle condamne peut avoir une contrepartie. Une politique de neutralité active donne des possibilités de remplir un rôle utile dans les conflits qui opposent deux ou plusieurs Etats, en se mettant à leur disposition pour faciliter la recherche d'une solution à leurs problèmes, dans l'intérêt de la paix.

Toutefois, les bons offices peuvent être des opérations délicates. S'ils sont offerts sans avoir été sollicités par toutes les parties intéressées, ils risquent d'être interprétés comme une intervention déplacée dans les affaires d'autrui et d'avoir des conséquences dommageables pour ceux qui en ont pris imprudemment l'initiative. Les conditions dans lesquelles un Etat est disposé à prêter ses bons offices sont importantes et peuvent être décisives pour leur succès.

Ainsi la Suisse a été amenée à intervenir dans une affaire de portée historique, puisqu'elle opposait dans une guerre cruelle la France et la population musulmane de l'Algérie qui luttait pour devenir un Etat indépendant.

La Suisse n'a pas été appelée à se prononcer sur le fond du problème ni à faire des propositions pour sa solution, mais elle a été sollicitée de créer les conditions matérielles dans lesquelles pourraient s'engager et se poursuivre des négociations. Celles-ci ont abouti à la cessation des hostilités et à la solution du conflit par la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie.

Ce fut le mérite de M. Olivier Long, assisté de son collègue, l'ambassadeur Gianrico Bucher, de gagner l'entière confiance des deux parties et d'être écoutés par elles. Ils ont aussi obtenu, dans l'exécution du mandat qui leur a été confié, la collaboration de nombreuses personnalités suisses. La manière dont toute l'opération s'est déroulée, en dépit de multiples péripéties, a été exemplaire. Si des résultats positifs ont été acquis, c'est aussi grâce à la discrétion observée par tous ceux qui ont participé aux négociations ou les ont préparées.

La nature assez exceptionnelle de la contribution suisse que, tout en se gardant de la surestimer, on peut considérer comme ayant été efficace, justifiait qu'un récit fût fait de cet épisode de la politique des bons offices de la Suisse. Nul plus que son principal acteur n'était indiqué pour apporter ce témoignage.

31 mars 1988

Max Petitpierre
Ancien Conseiller fédéral
Chef du Département
politique fédéral (1945-1961)

Introduction

Un quart de siècle s'est écoulé depuis le cessez-le-feu en Algérie qui devait mettre fin, le 19 mars 1962, à huit ans d'une guerre particulièrement douloureuse et meurtrière.

Les Accords d'Evian, signés le jour précédent, tout en stipulant la fin des opérations militaires et de toute autre action armée sur l'ensemble du territoire algérien, ouvraient la voie à «l'indépendance de l'Algérie en collaboration avec la France».[1]

La Suisse, pour sa part, avait été appelée par les deux adversaires à leur prêter ses bons offices pendant les dix-huit mois de négociations qui aboutirent aux Accords d'Evian.

Entrée maintenant dans l'histoire, la guerre d'Algérie est déjà le sujet de centaines de livres publiés par des combattants, des hommes politiques, des observateurs, des commentateurs, et des historiens naturellement.

Parmi ces derniers, l'ouvrage du professeur Alistair Horne est peut-être l'un des plus complets. Dans sa vaste étude du conflit dont la dimension politique était devenue mondiale au fil des ans, il écrit:[2]

Vers la fin de janvier [1961], le Gouvernement suisse transmettait à de Gaulle de nouvelles ouvertures du GPRA [Gouvernement provisoire de la République algérienne] pour des négociations de paix.

En historien scrupuleux, Alistair Horne s'en tient à cette brève mention, faute de renseignements précis et de bonne source sur cette relance des contacts franco-algériens par l'entremise de la Suisse. Relance qui, en dépit de multiples accidents de parcours, devait mener à la paix.

Le présent ouvrage a pour but de combler une telle lacune dans les sources historiques, d'aider à reconstituer et à comprendre l'objet, la nature et l'évolution des négociations qui aboutirent au cessez-le-feu en Algérie.

Son but est aussi de montrer en quoi peut consister une mission de bons offices confiée à un pays neutre et indépendant comme la Suisse par des parties engagées, depuis bien des années, dans un conflit auquel elles cherchent à mettre fin. De montrer également comment le petit rouage qu'est l'intermédiaire neutre peut faciliter le déroulement de négociations très délicates. Et cela même lorsque leur enjeu, en l'occurrence, concernait la souveraineté d'un grand pays, la France, sur ses départements algériens, et la volonté d'indépendance d'une large communauté autochtone, la population algérienne.

Pourquoi publier ce texte maintenant seulement? C'est que la mission confiée à la Suisse était de nature secrète, à la demande des deux protagonistes. Les autorités algériennes et françaises ont su gré à la Suisse de sa discrétion totale pendant et après leurs difficiles négociations. Après la paix aussi, parce que les séquelles de la guerre d'Algérie ne se sont résorbées que lentement et tardivement, tant les passions étaient exacerbées et les plaies à vif à l'issue du conflit. Un conflit dont on estime qu'il fit un million de morts et causa le déracinement d'un million de personnes, amenées par les événements à quitter le sol algérien.

De plus, sur le plan politique, l'«indépendance de l'Algérie en collaboration avec la France» n'a pas été sans difficultés et sans heurts, chez les uns comme chez les autres.

On a donc pensé, du côté suisse, qu'il était convenable de continuer de maintenir le mutisme qu'un intermédiaire neutre se doit d'observer. Par conséquent, de

ne pas ajouter sa voix au foisonnement de déclarations, débats et polémiques qui firent suite, pendant bien des années, à la mise en œuvre des Accords d'Evian. Et, ce faisant, d'éviter que son témoignage ne soit utilisé, ou même déformé, à des fins partisanes.

Si la Suisse s'est imposé une telle réserve, c'est également par égard pour ceux, combien nombreux, qui sortaient meurtris de ce conflit. Par égard aussi pour les combattants, les hommes d'Etat et les négociateurs qui, dans une situation extraordinairement complexe, avaient fini par trouver une issue à la guerre, mais dont certains se voyaient exposés à d'âpres critiques, à des menaces et à des attentats.

Une génération plus tard, les passions se sont apaisées. Les principaux acteurs ont quitté l'avant-scène politique ou leurs fonctions publiques. Le temps qui passe a placé la guerre d'Algérie dans le cadre de la décolonisation, sujet d'étude et de réflexion pour les historiens et les politologues. Si bien que maintenant des approches discrètes sont faites pour qu'un témoignage soit apporté, du côté suisse, sur un point resté inconnu dans l'histoire de la guerre d'Algérie.

Le moment est donc venu d'ouvrir ce dossier.

A dessein, le présent ouvrage n'est rien de plus que le rapport établi une fois la mission de l'intermédiaire terminée. Pour lui conserver son caractère documentaire, l'auteur s'est abstenu de le modifier ou de l'élargir à la lumière des faits mis au jour ou des événements survenus après coup, sinon par quelques notes explicatives.

En réalité, dans une négociation couvrant un champ aussi vaste et portant sur des situations aussi complexes que la guerre d'Algérie, l'optique de l'intermédiaire ne peut être globale. Il fait ce que ses mandants lui demandent d'accomplir. Il s'en tient aux explications que ses interlocuteurs lui donnent. Les intentions des protagonistes ne lui sont pas toujours ni complètement dévoilées.

L'intermédiaire est, par la force des choses, homme d'action. Il n'a guère le temps ni, au cours d'une opération secrète, les moyens nécessaires pour saisir la situa-

tion dans tous ses éléments et connaître chacune des motivations des parties en conflit. Il adapte son action aux aléas de la conjoncture et vit les événements au jour le jour.

C'est dans une telle optique que les péripéties de la négociation franco-algérienne sont rapportées dans le présent ouvrage. En abusant peut-être de précisions sur les dates et, parfois, les heures de chaque épisode, au risque d'ennuyer ou même d'agacer le lecteur. Mais, pour les spécialistes de la négociation, ces précisions sont destinées à montrer que, au cours de lents pourparlers, parsemés d'interruptions et de points morts, alors que les combats faisaient toujours plus de victimes, aucun retard n'est imputable à la Suisse.

Le rapport qui suit est divisé en deux parties. Elles correspondent à ce qui devint, par la force des choses, deux missions. La première consistait à faciliter aux deux camps des contacts secrets afin de préparer une conférence officielle tenue au grand jour. Elle prit fin lorsque débuta la Conférence d'Evian, le 20 mai 1961. L'échec de cette première Conférence d'Evian, le 13 juin 1961, allait entraîner la Suisse, à la demande des belligérants, dans une seconde mission: aider à la reprise et à la poursuite des négociations franco-algériennes jusqu'aux accords du 18 mars 1962 intervenus à l'issue de la deuxième Conférence d'Evian, jusqu'au cessez-le-feu entré en vigueur le jour suivant.

Afin de faciliter la compréhension d'événements qui remontent déjà loin dans le passé, un bref rappel historique figure dans les pages qui suivent. Il trace à très larges traits l'évolution de la présence française en Algérie et les réactions de la population algérienne.

Finalement, un rapport de mission, de par sa nature, est écrit à la première personne. L'auteur s'en excuse auprès du lecteur.

Février 1988

Un bref rappel historique

Le 14 juin 1830, un corps expéditionnaire français débarquait à Sidi-Ferruch et s'emparait d'Alger. C'était l'époque de la suzeraineté ottomane sur les territoires algériens. Les corsaires turcs étaient actifs en Méditerranée occidentale, en dépit de démonstrations navales anglo-hollandaises.

Pour sa part, la France intervint à la suite du célèbre «coup d'éventail» donné par le dey d'Alger au consul de France, lors d'une audience officielle orageuse portant sur des créances litigieuses. Une telle insulte appelait une riposte, à cette époque. De plus, le régime du roi Charles X avait besoin d'un exutoire aux sérieuses difficultés qu'il rencontrait sur le plan national. Une expédition militaire pouvait en tenir lieu.

Après la prise d'Alger, des combats devaient se poursuivre à l'intérieur des vastes régions algériennes. Ils prirent fin, en 1847, à l'issue de la lutte menée contre l'envahisseur, notamment par un chef prestigieux, l'émir Abd el-Kader.

En 1848, l'Algérie est déclarée territoire français, divisé en trois départements dans la Constitution de la IIe République.

Déjà au cours de ces premières années, des colons français s'installent en Algérie. Ils s'attachent à mettre en valeur ses terres et, dirait-on de nos jours, à dévelop

per son économie. Par la suite, aux vagues successives de colons français s'ajouteront des Espagnols, des Italiens, des Maltais, et des Suisses aussi.

Un siècle plus tard, après la Deuxième Guerre mondiale, on comptait environ un million de ces immigrés devenus des «Français d'Algérie». Citoyens français à part entière, ils avaient acquis, au contact du sol algérien et de son environnement, auxquels ils s'étaient profondément attachés, une spécificité et une mentalité qui les distinguaient de leurs compatriotes de la Métropole.

De plus, ils vivaient côte à côte avec quelque huit millions et demi d'autochtones musulmans, arabes et kabyles: les Algériens. Cette cohabitation entre deux communautés de conditions politiques et sociales très inégales n'allait pas sans heurts, parfois sanglants. Elle avait vu, dès les années trente, le développement d'un nationalisme algérien d'inspirations et de tendances très diverses.

La Deuxième Guerre mondiale devait renforcer ces aspirations nationalistes et les rendre plus militantes avec le retour des soldats algériens qui, comme en 1914-1918, avaient combattu loyalement et courageusement dans les armées françaises. Ceux-ci étaient en effet profondément déçus de constater que les inégalités, politiques et autres, subsistaient entre la population musulmane et les Français d'Algérie, et que l'opposition de ces derniers empêchait les gouvernements français d'y remédier.

Dès 1945, il apparut aux militants algériens qu'ils devaient s'organiser et passer à l'action directe avec pour but l'indépendance de l'Algérie. Cependant, les diverses tendances et organisations nationalistes continuèrent de lutter entre elles pour imposer leurs idées, chacune s'efforçant d'assurer sa suprématie sur les autres.

C'est en mars 1954 que les éléments les plus militants du nationalisme algérien créent un Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA) qui se donnera une direction collégiale, le Comité des Six. Celui-ci opèrait sur le sol algérien et se concertait avec les trois membres

d'une délégation extérieure établie au Caire. On les appellera ultérieurement les «neuf historiques». En effet, ce sont eux qui prirent la décision de déclencher une insurrection en Algérie et d'en fixer la date au 1er novembre 1954.

Avant d'en arriver là, et afin de faire mieux comprendre les péripéties de ce qui allait devenir la guerre d'Algérie, il est important de rappeler qu'elle impliquera trois communautés bien distinctes: les Français de France, les Français d'Algérie et les musulmans d'Algérie.[3]

Le 1er novembre 1954, jour de la Toussaint, voit en Algérie la naissance du Front de libération nationale (FLN) au sein duquel le CRUA se fond dans le dessein d'inciter les patriotes algériens de toutes tendances à s'unir pour la lutte commune. De même, l'Armée de libération nationale (ALN) est créée afin de rassembler les combattants clandestins, dispersés dans les maquis ou les centres urbains, en un seul organisme, et de les mobiliser pour un même objectif, l'indépendance de l'Algérie.

Dans une proclamation distribuée clandestinement en territoire algérien, mais diffusée par la radio du Caire, le FLN se donne pour but «l'Etat Algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques».

Simultanément débute une insurrection armée qui se manifeste, dans les diverses régions de l'Algérie, par des opérations ponctuelles contre des objectifs français. Leurs résultats restent bien en deçà des buts assignés aux insurgés. Il est vrai que ceux-ci sont encore peu nombreux, mal armés, et inexpérimentés pour la plupart.

Aussi les autorités françaises à Alger et le gouvernement à Paris sont-ils enclins à interpréter les attaques du 1er novembre comme une recrudescence d'incidents locaux plutôt que comme le début d'une révolte généralisée. Leur conclusion est que l'ordre doit être restauré avec la plus grande fermeté.

Dès lors, des actions sur le terrain sont menées par des unités de l'ALN. De son côté, l'armée française

stationnée en Algérie est progressivement renforcée. D'autre part, les structures de la «rébellion algérienne» se précisent. Le Congrès de la Soumam, réuni dans le plus grand secret en territoire algérien, le 20 novembre 1956, décide la création du Comité de coordination et d'exécution (CCE) ainsi que du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA) dans lequel les principales tendances du nationalisme musulman sont représentées. Le CNRA tient lieu de parlement du FLN. Le Congrès de la Soumam désigne le CNRA et le CCE organes de direction du FLN.

Le 19 septembre 1958, le CCE fait place au Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) dont la création est annoncée solennellement au Caire, à Rabat, et à Tunis où il siégera.

Attentats, accrochages ou combats se propagent dans les *djebels* (territoires montagneux) et les agglomérations urbaines. Le nombre des victimes, civiles et militaires, augmente de part et d'autre.

La guerre d'Algérie prend progressivement une dimension politique mondiale. Elle fait l'objet, à partir de 1955, de débats à l'Assemblée générale des Nations Unies où elle s'inscrit dans le cadre de la décolonisation.

Le poids du conflit algérien est toujours plus lourdement ressenti en France métropolitaine. Les gouvernements de la IVe République se succèdent sans pouvoir adopter une politique algérienne constructive face au mouvement d'indépendance de la population musulmane et à la volonté des Français d'Algérie de maintenir les structures politiques et sociales existantes. De par leurs tergiversations, ces gouvernements se trouvent en position de faiblesse devant les chefs de l'armée qui combat sur le terrain pour défendre l'Algérie française et compte près de 500 000 hommes.

Le 13 mai 1958, une émeute éclate à Alger pour la sauvegarde de l'Algérie française. Sous la pression des Français d'Algérie, les chefs militaires évoquent la possibilité d'une réaction de désespoir de certains éléments de l'armée et le risque que celle-ci se retourne contre le pouvoir politique à Paris. Un comité de salut public réclame le retour du Général de Gaulle au pouvoir.

Le 29 mai 1958, le Président de la République, René Coty, propose au Général de Gaulle de former le gouvernement. L'investiture est votée par l'Assemblée nationale, le 1er juin. Le gouvernement est habilité à procéder à une réforme constitutionnelle qui sera soumise à un référendum. Une nouvelle Constitution sera approuvée le 28 septembre.

Elu Président de la République le 21 décembre 1958, le Général de Gaulle devient chef de l'Etat le 8 janvier 1959.

Ainsi rappelé au pouvoir à la suite des «événements d'Alger», le Général de Gaulle, «en reprenant la direction de la France, était résolu à la dégager des astreintes, désormais sans contrepartie, que lui imposait son Empire».[4]

En Algérie, il lui faudra mettre fin à une guerre dont l'enjeu est le sort d'un million de Français fermement résolus à y rester en maîtres, et de neuf millions d'autochtones musulmans qui veulent l'indépendance. Il s'emploiera à cette tâche jusqu'à la signature des Accords d'Evian, le 18 mars 1962.

En janvier 1961, le GPRA et le Gouvernement français ont eu recours aux bons offices de la Suisse afin de leur faciliter l'ouverture et la poursuite, dans le plus grand secret, des pourparlers qui aboutirent aux Accords d'Evian et, par là, au cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire algérien.

Première partie

Des premiers sondages à la Conférence d'Evian
(novembre 1960 — 20 mai 1961)

I

Prélude

A la mi-novembre 1960, Me Jean-Flavien Lalive, un ami avec qui, pendant la dernière guerre mondiale, j'avais servi la Croix-Rouge internationale, me parle de la guerre d'Algérie.[5] Il mentionne des conversations qu'il a eues à ce sujet avec l'un de ses confrères, Me Raymond Nicolet.

Figure bien connue du barreau genevois, Me Nicolet est aussi en relation avec de nombreuses personnalités de l'Afrique francophone dont il suit la marche vers l'indépendance avec une sympathie active. C'est ainsi qu'il est lié d'amitié depuis bien des années avec un représentant influent du FLN. Cet Algérien, après l'échec de la rencontre de Melun[6], le 25 juillet 1960, a entretenu plusieurs fois Me Nicolet du désir des membres du GPRA, notamment de son Président, M. Ferhat Abbas, de renouer le dialogue avec la France en vue de chercher une solution au conflit.

Au cours d'un déjeuner avec les deux avocats genevois, le 25 novembre 1960, Me Nicolet précise que son ami, M. Taïeb Boulharouf, représentant du GPRA à Rome, est chargé par ses dirigeants — qui ont beaucoup réfléchi à diverses éventualités — de se renseigner sur la possibilité de contacts en Suisse. M. Boulharouf aimerait rencontrer un Suisse touchant aux milieux officiels afin de lui exposer les vues du GPRA en la

matière. Me Nicolet se porte garant du sérieux de son ami en qui il voit un homme nanti de la pleine confiance des dirigeants algériens.

Le 28 novembre, le Chef du Département politique fédéral (DPF), M. le Conseiller fédéral Max Petitpierre, à qui je rapporte l'essentiel de cette conversation, ne voit pas d'inconvénients à ce que je rencontre M. Boulharouf, à titre personnel.

A cette époque, j'étais délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux avec un bureau au Palais fédéral, à Berne. Simultanément j'étais, à Genève, chef de la délégation suisse auprès de l'Association européenne de libre échange (AELE). Ce cumul de fonctions, dont chacune entraînait aussi des déplacements à l'étranger, avait pour résultat de me laisser une entière liberté de mouvement.

Le 16 décembre, j'informe le Chef du DPF que je verrai cet Algérien, en compagnie de Me Nicolet, dans un lieu privé, le 23 décembre 1960. Je me contenterai, lors de cette première rencontre, de l'écouter. Si l'affaire paraît sérieuse et l'homme digne de confiance, il me serait possible, grâce à des relations amicales de très longue date, de prendre contact à Paris, sur le plan personnel aussi, avec M. Louis Joxe.[7] De par ses fonctions de Ministre d'Etat, chargé des Affaires algériennes directement sous l'autorité du Président de la République, il serait la personnalité la mieux qualifiée en France pour être informée de ce sondage.

Le 23 décembre, avec Mes Lalive et Nicolet, je rencontre M. Boulharouf autour d'une tasse de thé dans la retraite campagnarde du premier nommé.

Pendant près de deux heures, M. Boulharouf expose le but de sa visite et les vues de ses dirigeants. Malgré l'échec de Melun, ceux-ci considèrent que la seule façon de mettre fin, dans des conditions raisonnables, au conflit algérien est d'entamer des conversations directes avec les autorités françaises. Toutefois, afin d'éviter un nouveau revers qui aurait des conséquences désastreuses sinon irrémédiables, il importe de s'entourer du maximum de précautions. Il faut s'assurer, dans le secret le plus absolu, que des chances raisonnables de

succès existent, avant de se lancer dans une rencontre officielle et publique. Les dirigeants algériens sont pressés, non qu'ils redoutent de ne pouvoir tenir contre les forces françaises en Algérie, mais parce qu'ils sentent que plus le temps passe, plus ils risquent d'être débordés par leur aile antioccidentale, d'inspiration nassérienne ou chinoise. Ceux qui contrôlent en ce moment la rébellion savent que l'avenir d'une Algérie indépendante serait beaucoup mieux assuré par une collaboration avec la France et dans le cadre occidental. Ils veulent éviter que l'Algérie ne soit contrainte, par la force des choses, de recourir à l'aide qui lui est offerte du Caire et de Pékin.

Dans cette perspective, les dirigeants algériens voudraient renouer le dialogue avec la France; mais un dialogue ouvert, sans préalables et sans les conditions limitatives de leur liberté d'expression et de mouvement qui les avaient amenés à quitter Melun.

M. Boulharouf est chargé de cette mission d'exploration par le Président Ferhat Abbas. Celui-ci serait prêt à venir en Suisse pour y rencontrer une personnalité à qui il exposerait, avec toute l'autorité que lui confère sa position, ce que M. Boulharouf vient de dire. L'espoir des Algériens est que cette personnalité suisse puisse ensuite communiquer aux autorités françaises les vues du Président Ferhat Abbas et rapporter à ce dernier la réaction de Paris. En se servant ainsi d'un «tamis» suisse, le terrain devrait être déminé jusqu'au moment où l'on verrait si les bases d'une discussion fructueuse existent, qui mettrait directement en contact Français et Algériens. L'objectif de ces derniers est d'arriver à une rencontre officielle et publique, en territoire neutre si possible, au cours de laquelle, pour commencer, on aborderait de part et d'autre, sans préalables et sans ordre du jour, tous les points, qu'ils soient politiques ou militaires, qui opposent les deux parties.

Ma première question est: pourquoi la Suisse? M. Boulharouf répond que l'indépendance totale de notre politique, les efforts que nous avons toujours faits pour promouvoir la paix en contribuant à surmonter des conflits ou à en adoucir les rigueurs, la réputation

d'intégrité et de discrétion de la Suisse, l'ont imposée aux dirigeants algériens comme le seul pays pouvant intervenir avec quelque chance de succès. Les alliés de la France n'entrent pas en ligne de compte. L'Italie a une politique africaine, la Belgique l'hypothèque du Congo, la Hollande un passé colonial pas encore liquidé. On ne saurait penser aux Etats-Unis ou à l'Allemagne et moins encore aux pays de l'Est; le GPRA ne veut pas recourir aux services d'un pays engagé, de près ou de loin, dans la guerre froide Est-Ouest.

Je réponds à M. Boulharouf qu'il me faut réfléchir un peu à tout ce qu'il m'a dit. A supposer que je puisse faire quelque chose, ce ne devrait être, pour commencer, qu'à titre personnel, auprès d'un interlocuteur de mon choix à Paris. Je lui demande si, au cas où une telle initiative me semblerait possible, il m'autoriserait à mentionner son nom et le fait qu'il est mandaté par le Président Ferhat Abbas. Sa réponse est affirmative sur ces deux points.

Enfin, je cherche à m'assurer contre le risque d'une éventuelle manœuvre visant à utiliser à des fins politiques ce sondage du GPRA en Suisse à la veille du référendum concernant l'autodétermination des populations algériennes[8], qui aura lieu, en France, le 8 janvier 1961. Je demande donc à M. Boulharouf s'il pense comme moi qu'il est inutile que je prenne un contact à Paris avant de connaître le résultat du référendum. Il se déclare d'accord là-dessus et nous convenons de nous revoir ultérieurement.

Le 9 janvier 1961, M. Petitpierre constate que le résultat du référendum est interprété, en France et dans le monde, de façon presque unanime, comme un mandat donné au Général de Gaulle de négocier avec les dirigeants de la rébellion algérienne. Le Chef du Département politique fédéral m'autorise à me rendre à Paris dans les conditions envisagées lors de l'entretien qu'il m'avait accordé le 16 décembre, c'est-à-dire pour avoir une conversation de caractère strictement personnel avec mon ami Louis Joxe.

II

Les préliminaires

Où et comment rencontrer à Paris dans le plus grand secret une personnalité aussi en vue que le Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes, deux jours après le succès du référendum concernant l'autodétermination des populations algériennes?

Le bureau d'un médecin est anonyme, donc favorable. Et le secret en de bonnes mains lorsque le médecin et son épouse, médecin aussi, ont eu l'expérience directe et combien active du combat clandestin contre l'occupant de leur pays.

Le professeur Jean Bernard entretient depuis fort longtemps des relations d'étroite confiance avec Louis Joxe; leurs épouses sont des amies d'enfance. De mon côté, ce sont des liens familiaux qui nous unissent; Mme Jean Bernard et moi sommes cousins germains.[9]

Ces relations de famille, d'amitié, de confiance permettront d'éviter tout recours aux canaux officiels. Le bureau du médecin sera point de contact et lieu de rencontre, à Paris.

Ainsi, le 10 janvier 1961, il se trouve que le Ministre Joxe et un Suisse venu de Genève ont, chacun, *éprouvé le besoin de consulter le professeur Jean Bernard.*

Louis Joxe écoute, avec un intérêt manifeste, le récit de ma conversation avec M. Boulharouf. Après lui avoir livré, à l'état brut, l'essentiel des propos de l'émis-

saire du GPRA, j'ajoute qu'il donne l'impression d'un homme sérieux, intelligent et pondéré, très sûr de ses arrières, et prêt à s'effacer, le moment venu, pour faire place au Président Ferhat Abbas lui-même.

Louis Joxe remarque que chaque jour lui parviennent des offres de personnes qui se disent en mesure de le mettre en contact avec les dirigeants algériens. Il ne reçoit pas les mandataires douteux; quant aux autres, il les écoute sans plus. En revanche, ce que j'apporte lui semble intéressant et important. Les Algériens ne passeraient pas par la Suisse si leurs intentions n'étaient pas honnêtes. Ils ne pourraient pas essayer d'attirer la France dans un piège par l'intermédiaire des autorités suisses. Le fait qu'ils aient cherché notre caution morale est, aux yeux de Joxe, la preuve qu'ils sont sérieux. Les relations d'amitié solide que nous avons depuis quelque vingt-cinq ans me dispensent d'ajouter que si je ne considérais pas M. Boulharouf comme un interlocuteur digne de confiance et dûment chargé de chercher le moyen d'ouvrir une négociation avec la France, je ne serais pas venu déranger le Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes.

Louis Joxe constate en outre que toutes les tentatives de contact précédentes avec des Algériens ont échoué par manque de discrétion de la part des intermédiaires. Il connaît la tradition suisse à cet égard et y voit une raison de plus de donner suite à l'offre de M. Boulharouf. Le Ministre Joxe se propose donc d'informer le Général de Gaulle de notre conversation et il me donnera la réaction du chef de l'Etat dans la soirée.

A 20 heures, le même jour, le Ministre Joxe revient avec l'accord du Général qui lui a répondu: «Dites à M. Long qu'il peut continuer.»

En me rendant à Paris, j'étais loin d'imaginer y trouver une réaction aussi immédiatement positive. En repartant, je réalisais à quel point les autorités françaises manquaient de moyens sûrs de contact avec les dirigeants algériens. La proposition que j'apportais de leur part, deux jours après le mandat de négocier donné par le succès du référendum, venait à propos. Elle consti-

tuait une ouverture sérieuse offrant des chances raisonnables d'entamer les pourparlers.

Le 17 janvier, le Chef du Département politique fédéral, que j'avais informé de la réaction positive de Paris, estime qu'il est important de hâter les choses et, par conséquent, d'éluder une navette prolongée. Mieux vaut s'efforcer de mettre en contact dès que possible les deux parties au cours d'une rencontre secrète. On éviterait, ainsi, de se perdre dans des questions et réponses qui — même transmises avec le maximum d'exactitude — feraient courir le risque de malentendus dont l'intermédiaire suisse porterait fatalement la responsabilité.

Le 19 janvier, M. Boulharouf revient à Genève. Il prend note avec une satisfaction évidente de la réaction positive de Paris. Comme j'en avais été autorisé, je lui dis que j'ai parlé avec le Ministre Joxe, et que le Général de Gaulle lui-même a pris la décision de poursuivre cette affaire. M. Boulharouf ira rendre compte de ce premier résultat à ses dirigeants. Afin de gagner du temps, nous nous mettons d'accord sur les principaux points à élucider quant au déroulement des opérations. Où pourrait avoir lieu une première rencontre entre Français et Algériens, en France ou en territoire neutre? A quel échelon? Rencontre secrète ou publique? Dans ce dernier cas, à l'initiative de qui: d'une des deux parties, des deux, ou de celle d'un tiers? A quelle date?

M. Boulharouf songe toujours à la formule du «tamis» suisse, c'est-à-dire à une personnalité suisse qui verrait le Président Ferhat Abbas et transmettrait propositions et réponses, de part et d'autre, jusqu'à ce que les bases d'une négociation utile aient été définies et précisées. Je relève que cette méthode me paraît dangereuse, à cause des délais qu'elle entraînerait inévitablement avant que les deux parties puissent se rencontrer. Plus ces délais seront longs, plus grands seront les risques d'indiscrétions de nature à faire échouer l'opération avant qu'elle ne commence. M. Boulharouf m'avait précisé que, de son côté, on ne voulait pas perdre du temps. A Paris, le Ministre Joxe n'avait pas caché qu'à la suite du résultat du référendum du 8 janvier, il était devenu urgent d'entreprendre quelque

chose afin de profiter du climat politique et psychologique favorable à l'ouverture de négociations. Il faut donc, à mon avis, choisir la voie la plus directe pour en arriver là. En conclusion, il est entendu que M. Boulharouf me fera savoir la réaction de ses dirigeants à la suite de la réponse française.

Le 23 janvier, M. Boulharouf m'ayant demandé au nom du GPRA de poursuivre l'opération, je rencontre le Ministre Joxe à Paris, en secret comme la première fois. Après avoir entendu que les dirigeants algériens sont satisfaits de la réaction positive de Paris et désirent déboucher sur des pourparlers avec la France, le Ministre Joxe va consulter le chef de l'Etat puis me transmet sa réponse. Le Général de Gaulle propose aux Algériens une première «conversation officieuse entre personnes qualifiées, sur tous les aspects du problème et permettant une étude approfondie de tous les sujets». Cela signifie que la conversation ne portera pas seulement sur les conditions d'un cessez-le-feu, donc sur les questions militaires, mais aussi sur les problèmes politiques de la mise en œuvre de l'autodétermination des populations algériennes.

Le Ministre Joxe ajoute que le Général me charge de transmettre à M. le Conseiller fédéral Max Petitpierre ses remerciements pour l'action entreprise par la Suisse et de lui faire part de son intention de lui adresser ultérieurement une lettre dans ce sens.

Louis Joxe ajoute encore qu'il rencontre de grandes difficultés à cause d'interférences provenant de personnages qui s'efforcent de s'insérer dans le circuit et de troubler notre opération. Des indiscrétions ont-elles été commises? Certaines personnes se doutent-elles que quelque chose se passe et tentent-elles de prendre des initiatives? Le fait est que des émissaires se promènent entre Paris, Tunis et Genève, essayant d'établir des contacts avec le Ministre Joxe et ses services, se déclarant mandatés par l'une ou l'autre partie, offrant leurs services de part et d'autre. Un journaliste suisse est très actif à cet égard. Il a essayé de voir M. Joxe en déclarant qu'il est chargé d'une mission secrète par les dirigeants algériens. Un émissaire du SDECE (Service de docu-

mentation extérieure et de contre-espionnage) dit avoir vu à Genève M. Ahmed Francis, Ministre des Affaires économiques du GPRA, qui l'aurait reçu et l'aurait autorisé à faire état à Paris de ce contact. Le résultat de ce «grenouillage» est qu'à Paris l'on se demande si la voie ouverte par la Suisse est la bonne et ce que valent les autres. Louis Joxe n'a pas de doutes à cet égard. Il répète qu'il accorde une confiance totale aux autorités suisses et que je présente pour lui des garanties suffisantes pour le déterminer à continuer avec le plein appui du Général de Gaulle. Celui-ci a mis son Premier Ministre, M. Michel Debré, au courant de cette affaire tout en lui demandant de faire cesser les initiatives intempestives de certains services.

Le Ministre Joxe m'autorise à indiquer aux Algériens que l'homme de confiance choisi par le Général est M. Georges Pompidou[10], ancien directeur du cabinet du Général de Gaulle et maintenant directeur général de la Banque Rothschild à Paris.

Après avoir fait rapport au Chef du DPF, je transmets, le 26 janvier, à M. Boulharouf la proposition française. Celui-ci a des doutes, car M. Pompidou n'a pas de fonctions officielles en France. Je lui explique qu'à défaut de M. Joxe qui, du fait de sa position de Ministre d'Etat, ne pourrait pas se rendre en Suisse à un rendez-vous secret, M. Pompidou est l'interlocuteur le plus valable puisqu'il est l'homme de confiance du Président de la République. Il peut être considéré, de ce fait, comme chargé de mission, à titre temporaire, par le Président. A cette occasion, comme dans bien d'autres, je constate à quel point les questions de forme jouent un rôle important pour les Algériens.

M. Boulharouf va maintenant rendre compte à ses dirigeants, puis ceux-ci devront décider s'ils acceptent une rencontre secrète en Suisse avec M. Pompidou. Il envisage un certain délai, car le Président Ferhat Abbas a entrepris un grand voyage en Extrême-Orient et les autres membres du GPRA sont dispersés. J'insiste sur la nécessité de ne pas perdre trop de temps. L'opinion publique s'impatiente en France et ailleurs dans le monde. Les délais augmentent les risques d'échec. M.

Boulharouf en est conscient et s'efforcera de revenir aussitôt que possible avec la réponse du GPRA.

Le 31 janvier, le Chef du DPF me reçoit pour mettre au point les grandes lignes de la rencontre secrète qui pourrait avoir lieu en Suisse.

Le temps passe, le Président Ferhat Abbas poursuit son périple autour du monde, Paris s'impatiente et me relance; ce temps mort est utilisé abondamment par tous ceux qui essaient de monter leur propre opération et de créer du trouble dans les esprits. Les doutes s'intensifient: sommes-nous bien sur la bonne voie? Les sentiers parallèles ouverts par des intermédiaires, bien intentionnés ou non, ne mènent-ils à rien? Il me faut prêcher la patience à Paris et rassurer Louis Joxe sur les intentions et la bonne foi de M. Boulharouf et du Président Ferhat Abbas.

Le 10 février, enfin, M. Boulharouf apporte la réponse de ses dirigeants. Ils acceptent une rencontre avec M. Pompidou, en Suisse, dans le plus grand secret. Me Boumendjel, le négociateur frustré de Melun, y participera avec M. Boulharouf.

Le 11 février, je transmets au Ministre Joxe l'accord du GPRA sur la proposition faite par le Général de Gaulle d'une conversation officieuse d'homme de confiance à homme de confiance portant sur tous les aspects du problème. Louis Joxe se montre très satisfait, soulagé même que cette longue attente et cette indécision prennent fin. La date du 19 février est envisagée. Je lui transmettrai les coordonnées dès que nous aurons, en Suisse, mis sur pied le dispositif approprié.

Dès mon retour, avec M. Bucher, chef de la section Est du DPF que M. Petitpierre a chargé de participer à cette entreprise, commence un travail intensif. Deux personnes étaient nécessaires puisqu'il y avait deux délégations qui en dehors de leurs séances ne pouvaient avoir de relations entre elles. Dorénavant, Gianrico Bucher et moi travaillons en équipe. Dans la plus parfaite harmonie, séparément ou ensemble au gré des circonstances, nous agirons de concert, préoccupés exclusivement de faire réussir la mission qui nous est confiée. Sous la haute autorité du Chef du DPF, nous

nous lançons dans cette entreprise sans nous douter combien elle nous réserve de surprises, d'aventures dignes d'un roman, de difficultés et de satisfaction.

Pour commencer, nous mettons sur pied la rencontre entre les émissaires français et algériens en tenant compte d'abord des impératifs de sécurité et de secret. Cependant, il convient de lui assurer un cadre digne de la qualité des participants étrangers et de l'hospitalité suisse. Le cadre a aussi son importance pour assurer le climat psychologique favorable à des négociations entre belligérants.

Nous recevons un renfort bienvenu en la personne d'un inspecteur de la police fédérale, M. René Humbert qui, à la demande du Chef du DPF, s'occupe plus particulièrement de la sécurité. En effet, l'opération n'est pas à l'abri de tout risque, car rien ne nous assure qu'elle n'a pas été éventée. On ne peut donc pas exclure a priori l'intervention d'un des nombreux réseaux qui s'efforcent de faire échouer par tous les moyens, y compris les attentats, le rétablissement de la paix en Algérie.

III

Bon début à Lucerne

Le 19 février, à la faveur de la nuit, comme il convient à des conspirateurs, nous recevons les émissaires, au nombre de deux de chaque côté. Pour la France, il y a M. Georges Pompidou, banquier et homme de confiance du Général de Gaulle. Les *Mémoires* de Talleyrand à la main, il arrive accompagné de M. Bruno de Leusse, directeur des affaires politiques du Ministère des Affaires algériennes. Du côté algérien, c'est Me Boumendjel, avocat au barreau de Paris et directeur politique du Ministère de l'information du GPRA, qui vient avec M. Taïeb Boulharouf, l'homme des missions secrètes. Les Français sont logés dans un hôtel, les Algériens dans un autre. Le lendemain matin, nous les réunissons dans un troisième hôtel, après que Bucher a pris la précaution d'aiguiller la curiosité légitime de son directeur sur des discussions financières de nature confidentielle entre Français et Arabes.

Une fois les présentations faites, Bucher et moi nous retirons dans une salle voisine, laissant les protagonistes entre eux. Leur rencontre durera sept heures en tout, sans compter l'interruption du déjeuner que les deux délégations prennent séparément. Sept heures de travail intensif et de discussions ardues, à en juger par les visages que nous voyons émerger de la salle de conférences.

Le soir même, les émissaires partent après nous avoir demandé de leur donner une nouvelle fois la possibilité de se rencontrer. Ils se déclarent satisfaits de ce premier contact, mais doivent consulter leurs autorités respectives pour préciser certains points. Ils envisagent de se retrouver dans une quinzaine de jours.

Nous nous abstenons de poser des questions, mais l'attitude des participants montre, des deux côtés, que la rencontre s'est déroulée mieux qu'ils ne l'attendaient. Les Algériens sont favorablement impressionnés par la qualité de leurs interlocuteurs. Me Boumendjel me dit avoir trouvé en Georges Pompidou un interlocuteur qui voit large, en ajoutant: «C'est tout autre chose qu'à Melun.» De leur côté, MM. Pompidou et de Leusse estiment que M. Boulharouf est un homme sérieux, raisonnable et bien documenté.

Nos hôtes se déclarent pleinement satisfaits des dispositions prises pour assurer le succès de leur premier contact. Le cadre, à la fois large et discret, leur a permis de travailler sans arrière-pensées, du point de vue du secret et de la sécurité. Ils nous chargent de transmettre à Berne leurs remerciements, au nom de leurs autorités.

L'impression qui se dégage est que la conversation est bien partie, mais qu'elle n'a pas suffi à élucider assez de points pour permettre de déboucher déjà sur une rencontre officielle. Cela n'a rien d'étonnant si l'on songe qu'il s'agit de belligérants discutant les enjeux d'une guerre qui les oppose depuis sept ans, et qu'ils le font pour la première fois puisque, à Melun, il n'avait même pas été possible d'entrer en matière.

A la satisfaction d'avoir réussi cette première opération se mêle le souci de devoir la répéter. En effet, les fuites et indiscrétions augmenteront d'autant plus que l'on parlera inévitablement de cette rencontre, à Paris et à Tunis. La presse, qui fait son devoir, se doute bien qu'un mois et demi après le référendum du 8 janvier 1961, quelque chose se prépare. Elle redoublera donc d'efforts pour percer le secret des pourparlers. Quant à la sécurité, les organisations clandestines qui s'efforcent de faire échec à un accord franco-algérien pourraient tenter d'intervenir en Suisse si elles apprenaient

qu'un premier contact a eu lieu sur son territoire et sous ses auspices. Pour tenir compte de ces deux facteurs, il est décidé de chercher un autre lieu pour la deuxième rencontre secrète, afin de brouiller les pistes.

Le 28 février, à Paris, je communique à Louis Joxe les indications nécessaires pour le prochain rendez-vous. Il me dit la satisfaction du Général de Gaulle, à la suite du rapport fait par MM. Pompidou et de Leusse, quant à la façon dont la rencontre a été organisée et s'est déroulée.

Il ajoute que les interférences continuent, avec toujours les mêmes intrigants qui essaient de se constituer chargés de mission dans un sens ou dans l'autre, ou dans les deux. Nous constatons cependant que ce «grenouillage» est devenu moins gênant maintenant que le contact direct a été établi. MM. Georges Pompidou et de Leusse ont pu s'assurer par eux-mêmes de la qualité et du sérieux de leurs interlocuteurs.

IV

Impasse à Neuchâtel

Le dimanche 5 mars, à Neuchâtel, la deuxième rencontre secrète se déroule de la même façon que la précédente et réunit les mêmes protagonistes. Bucher et moi les recevons séparément, les mettons en présence et les laissons à leur travail.

Après quelque quatre heures de discussion, nous les voyons sortir avec des visages tout différents que la première fois. Des conversations séparées avec les uns et les autres montrent qu'ils sont mécontents et désolés à la fois. Aucun progrès n'a pu être réalisé par rapport à la première rencontre. On parle, au contraire, de durcissement de la position de l'interlocuteur. On semble même très pessimiste sur l'issue de l'opération et sur la possibilité de la reprendre utilement.

MM. Pompidou et de Leusse pensent qu'il y a raidissement chez leurs interlocuteurs et les soupçonnent de vouloir faire la politique du pire. Deux points sont ouverts sur lesquels les Algériens doivent répondre avant que l'on puisse savoir si la rencontre officielle est possible. Elle est prévue à Evian de façon à permettre aux Algériens de se retirer, après chaque séance, en territoire suisse et de bénéficier ainsi de la liberté d'expression. Cette formule avait déjà été envisagée par le Ministre Joxe au cours de nos entretiens comme un compromis possible entre la volonté française de tenir

la conférence sur le territoire français et le désir algérien de l'avoir en territoire neutre.

Selon MM. Pompidou et de Leusse, les Algériens envisagent un délai de quinze jours avant de pouvoir répondre sur les deux points restés ouverts. L'un concerne la trêve nécessaire avant l'ouverture de la conférence officielle ou, à défaut de l'arrêt des attentats, au moins leur condamnation par le GPRA. Le second point ne nous est pas révélé.

MM. Pompidou et de Leusse n'ont plus rien à dire, pour leur part, et attendront la réaction que M. Boulharouf devra me faire parvenir ultérieurement. Ils ajoutent qu'ils seraient heureux si je pouvais élucider la raison du raidissement des Algériens. Ils remarquent encore, avec force et un profond regret, que c'est une pitié de manquer une occasion unique qui risque de ne jamais se reproduire. Le FLN devrait faire confiance au libéralisme du Général de Gaulle qui est prêt à lui donner plus même que Mendès France[11] ne l'aurait fait.

De l'autre côté, MM. Boumendjel et Boulharouf nous disent que l'affaire n'est pas mûre; deux points restent ouverts sur lesquels ils doivent consulter leurs autorités, ce qui leur prendra environ quinze jours. Selon eux, les deux parties nous donneront une réponse sur ces deux points par oui ou par non. Si la réponse est oui, la rencontre officielle sera possible, sinon les choses en resteront là.

Je relève que, pour leur part, MM. Pompidou et de Leusse m'ont dit ne pas avoir à donner de réponse et que celle-ci est attendue seulement de la part du GPRA. Alors, Me Boumendjel nous raconte toute l'histoire. Il y a un désaccord fondamental au sujet du Sahara.[12] La France entend le maintenir sous sa souveraineté politique. Le GPRA, au contraire, en fait une partie intégrante de l'Algérie tout en étant très souple sur les modalités d'exploitation des richesses de cette région.

Le second désaccord porte sur le «timing» entre le cessez-le-feu et la conférence officielle. La France entend que les combats cessent dès le moment où débutera la négociation. La rébellion algérienne doit laisser «les couteaux au vestiaire»[13] avant d'entrer dans

la salle de conférences. Pour le GPRA, au contraire, il n'est pas concevable de mettre bas les armes pendant les pourparlers. S'il le faisait, et si la conférence devait durer des mois ou des années sans aboutir, il pourrait être difficile, après cela, de remobiliser les esprits et les bras pour reprendre le combat. Me Boumendjel relève encore que les attentats commis en France par les militants du FLN avaient cessé pendant la Conférence de Melun.

Les Algériens attachent, en cas d'insuccès, une grande importance au témoignage suisse sur le point de savoir qui a répondu ou n'a pas répondu aux deux questions en suspens. Ils désirent que je sollicite des Français une interprétation authentique au sujet du Sahara entre la thèse du Premier Ministre Debré qui a réaffirmé solennellement la souveraineté politique de la France sur ce territoire et celle, supposée plus souple, prêtée au Général de Gaulle par le Président Bourguiba à la suite de leur rencontre, le 27 février 1961, à Rambouillet.[14]

Immédiatement après le départ des émissaires étrangers, Bucher et moi nous rendons au domicile de M. Petitpierre pour lui faire part de nos impressions. Il en ressort qu'un malentendu, réel ou voulu, existe. Les Français déclarent n'avoir plus rien à ajouter et attendre une réponse des Algériens, alors que ceux-ci disent que les Français, aussi bien qu'eux, doivent nous faire part de leur réaction.

De plus, il est vraisemblable qu'en cas de rupture des entretiens secrets, qui est à craindre vu les positions prises des deux côtés, on ferait appel au témoignage de la Suisse pour établir les responsabilités de cet échec. Un nouvel effort s'impose donc pour aider les deux parties à sortir de l'impasse. Il faut aussi les amener, dès maintenant, à bien fixer leurs responsabilités respectives afin que la Suisse ne soit pas appelée à le faire ultérieurement dans des conditions qui pourraient être délicates.

Il est décidé que je dois aussi vite que possible revoir les Français et leur demander de préciser leur position, tout en retenant les deux Algériens en Suisse afin de

leur communiquer, avant leur retour à Tunis, ce que j'aurai pu déterminer à Paris.

Le lendemain matin 6 mars, à Genève, je retrouve Me Boumendjel et M. Boulharouf à qui j'avais demandé de ne pas quitter la Suisse avant mon départ pour Paris. Je leur explique que la contradiction entre les déclarations faites de part et d'autre m'incite à demander confirmation ou précision aux Français afin de savoir s'il n'y a pas de réponse à attendre de leur part.

Me Boumendjel expose de nouveau sa position en détail. Les deux points d'accrochage sont la souveraineté politique sur le Sahara et la trêve. Il voit une différence d'importance entre les deux questions. La première est de loin la plus difficile puisqu'elle concerne la souveraineté nationale. Quant au deuxième point, le GPRA veut la simultanéité de négociations se déroulant parallèlement, d'une part militaires sur le cessez-le-feu et, d'autre part, politiques sur tout le reste, y compris le Sahara. Ces négociations parallèles devront aboutir à un accord unique englobant les deux types de questions.

Au contraire, la France entend que les négociations politiques ne commencent qu'une fois les combats arrêtés. C'est la formule des «couteaux au vestiaire». Me Boumendjel répète avec force qu'elle est inadmissible pour les Algériens. Elle les amènerait à mettre bas les armes, à la suite de quoi les négociations politiques risqueraient de traîner en longueur sans aboutir à un résultat.

Lors de la rencontre précédente, le 20 février, ces deux difficultés étaient déjà apparues. Il avait été décidé de consulter là-dessus les autorités respectives et de se revoir. Les entretiens d'hier ont montré que les points de vue n'ont pas évolué. Il a été entendu que, de part et d'autre, on me communiquerait des changements éventuels de position. Me Boumendjel est donc surpris que M. Pompidou ait déclaré n'avoir plus rien à dire. Mon impression se confirme que le malentendu est grave, et la confusion considérable.

Me Boumendjel passe ensuite à des considérations générales sur les raisons pour lesquelles le GPRA veut

la souveraineté politique sur le Sahara et ne peut pas accepter une trêve avant de connaître l'issue des négociations politiques."

En terminant, je dis à mes deux interlocuteurs que je vais chercher à élucider l'affaire à Paris. Je leur demande de rester à Genève jusqu'à mon retour, que j'envisage pour le lendemain dans la soirée.

V

La relance des pourparlers secrets

Déjà le soir de ce même 5 mars 1961, j'avais communiqué à Louis Joxe que je viendrais le voir à Paris, de façon qu'il le sache avant le retour des délégués français qui rentraient par chemin de fer.

Le 7 mars, je lui expose mon embarras devant les deux communications contradictoires qui m'ont été faites. Je lui donne aussi mon impression sur les réactions des deux Algériens que j'ai trouvés à la fois fâchés et malheureux à la suite du dernier entretien. Le fait qu'ils attendent en Suisse mon retour est significatif de leur état d'esprit. Je les sens désireux de poursuivre la voie ouverte afin d'arriver aux conversations officielles. Le problème du «timing» entre trêve militaire et négociations politiques n'est pas insoluble avec quelque ingéniosité dans la formulation et la présentation. En revanche, le problème du Sahara est beaucoup plus important; il concerne la souveraineté nationale et ne se laisse donc pas tourner ou enrober de la même façon que le précédent.

Louis Joxe saisit parfaitement la situation. Il estime préférable, si rupture il doit y avoir, qu'elle se produise sur le fond et non pas sur la procédure. Il veut donc entrer en conversation officielle au risque d'une rupture sur le Sahara, plutôt que de continuer à jouer à cache-cache.

L'après-midi, le Ministre Joxe m'informe que sa suggestion est acceptée par le Général qui a rédigé un texte dont je peux donner connaissance aux deux Algériens dès ce soir. En outre, M. de Leusse l'apportera demain matin à Genève et reprendra sur cette base la conversation avec eux. Le texte en question, écrit à la main sur un papier à en-tête «Général de Gaulle», est le suivant:

L'essentiel est que s'ouvre une conversation «officielle.» Les deux parties ne peuvent y voir clair sur le présent et sur l'avenir avant d'avoir confronté leurs points de vue entre responsables.

Le gouvernement propose que cette conversation officielle ait lieu, étant entendu que, pour qu'elle s'engage, aucun «préalable» n'est soulevé ni d'une part ni de l'autre. Il appartiendra aux deux délégations, quand elles se trouveront réunies, de régler l'ordre du jour de leurs délibérations. Mais naturellement on n'imagine pas que si les délégations aboutissaient à l'accord, celui-ci ne règle pas à la fois les questions politiques et militaires actuelles. On n'imagine pas non plus que les décisions politiques qui seraient prises puissent être appliquées si les combats n'ont pas cessé.

De Gaulle

Par ce texte, le Général franchit un pas extrêmement important dans sa politique algérienne. Il balaie en effet tous les préalables, y compris celui des «couteaux au vestiaire», et accepte une conversation publique et officielle avec l'organisation extérieure de la rébellion.

Il donne ainsi aux Algériens ce que M. Boulharouf avait demandé lors de notre premier entretien, le 23 décembre 1960: une rencontre sans préalables, autour d'une table de conférence, pour discuter sans ordre du jour toutes les questions, politiques aussi bien que militaires.

De plus, pour le cas où ce texte du Général de Gaulle ne suffirait pas à persuader le GPRA, le Ministre Joxe serait disposé à rencontrer secrètement, en France, mais tout près de la frontière genevoise, un plénipotentiaire algérien pour tirer au clair, directement avec lui, les possibilités d'une rencontre officielle.

Au cours de l'entretien du matin, Louis Joxe n'avait pas caché combien la question du Sahara était difficile car, si le Gouvernement français cédait ce territoire, «il serait balayé par l'opinion publique». Il ajoute que le Général ne croit pas que le FLN veuille négocier et pense qu'il cherche à se dérober.

Revenu le soir encore à Genève, je communique immédiatement à MM. Boulharouf et Boumendjel la substance du texte du Général. Leur première réaction est mitigée. Ils me paraissent embarrassés et se demandent si, dans le cas d'une conversation officielle publique, le communiqué l'annonçant mentionnera que cette conférence portera sur l'ensemble des problèmes, politiques comme militaires.

Je ne cache pas à mes deux interlocuteurs que leur réaction me surprend au moment où je leur apporte ce que M. Boulharouf m'avait demandé le 23 décembre. Ils m'expliquent alors que le plus grand allié des Algériens étant l'opinion publique mondiale, il importe d'enregistrer devant celle-ci que la conférence portera aussi sur les questions politiques. De cette façon, et seulement de cette façon, ce point sera véritablement acquis et un progrès aura été réalisé par rapport à Melun. D'où l'insistance des Algériens pour savoir si le communiqué mentionnera la portée des conversations ou seulement le fait qu'une réunion aura lieu. Je me déclare incompétent sur ce point, en ajoutant qu'il appartiendra à M. de Leusse d'y répondre.

Le 8 mars, M. de Leusse m'appelle, comme convenu, dès son arrivée à 7 heures 30. Je lui fais part aussitôt des doutes algériens sur le point de savoir si le communiqué mentionnera que la conférence sera politique aussi, de façon qu'il ait le temps de prendre contact avec Paris sur ce sujet.

Faute de mieux, à cause de la brièveté du préavis, je dois recevoir les émissaires algériens et français à mon domicile privé bien qu'il se trouve quasiment sur la frontière franco-genevoise. Dès que M. de Leusse a reçu la réponse, qui est affirmative, je vais chercher en voiture MM. Boulharouf et Boumendjel afin d'éviter qu'ils ne s'égarent au-delà de la frontière, en territoire français.

Après la conversation de M. de Leusse avec MM.Boulharouf et Boumendjel, ceux-ci me disent que je recevrai une réponse de leur part ultérieurement. Ils envisagent toutes les hypothèses: oui ou non sur la proposition d'une conversation «officielle» ou la nécessité d'un nouveau contact, au même niveau ou encore au niveau ministériel ou, enfin, modification du projet de communiqué, que M. de Leusse me donnera.

Je leur demande si je peux compter sur une réponse dans une semaine, mais ils prévoient un plus long délai. Le GPRA doit siéger en tout état de cause vers le 17 mars et cette réunion pourrait avoir pour résultat d'annoncer un délai supplémentaire.

J'insiste sur la nécessité d'abréger les délais et sur le fait qu'ils ont obtenu satisfaction. Ils ont ce qu'ils avaient demandé dès le premier jour, c'est-à-dire une rencontre officielle, sans préalables ni ordre du jour, pour parler de l'ensemble de la situation algérienne. Ils savent maintenant qu'il y aura deux points majeurs d'accrochage à cause des désaccords sur le Sahara et sur la trêve apparus au cours des contacts secrets; mais c'est l'objet de toute négociation de surmonter les difficultés qui font obstacle à un accord.

J'ajoute enfin qu'à mon avis, le GPRA se trouve devant un interlocuteur décidé à aller de l'avant. Il ne retrouvera jamais une situation aussi favorable, avec le Général de Gaulle, qui est à la fois fort sur le plan intérieur et aussi libéral que possible à l'égard de l'Algérie.

Une fois les Algériens partis, M. de Leusse me donne le texte du projet de communiqué suivant, dont il réserve toutefois la rédaction finale par le Général auquel il ne peut «souffler son style»:

Le Gouvernement français estime que les conditions sont réunies pour entamer une négociation officielle avec l'organisation extérieure de la rébellion. Il a désigné à cet effet une délégation qui sera dirigée par M. X et qui rencontrera une délégation de l'organisation extérieure de la rébellion à ... le ... pour traiter de l'ensemble des problèmes militaires et politiques que pose la question algérienne.

M. de Leusse ajoute son sentiment d'un partenaire insaisissable, qui trouve toujours des questions nouvel-

les une fois qu'il a obtenu une réponse favorable aux précédentes.

Cette fois-ci, par exemple, M. Boulharouf a demandé quand Ben Bella[16] sera libéré, dans l'idée qu'il puisse participer à la négociation. Or, le Général ne veut pas libérer Ben Bella et ses compagnons avant la cessation des combats. Il les considère comme des prisonniers de guerre et ne voit, par conséquent, pas la possibilité de leur rendre la liberté avant la fin des hostilités. M. Boulharouf a demandé aussi quand le Général recevra le Président Abbas. Mais le Général ne veut pas d'une telle rencontre avec Ferhat Abbas avant que les conversations officielles ne soient assez avancées pour montrer la possibilité d'une entente. Enfin, M. Boulharouf a demandé quelles sont les limites du Sahara.

M. de Leusse s'interroge: le FLN veut-il vraiment entrer en conversation? Le peut-il? N'est-il pas condamné à faire la politique du pire par ses hésitations et ses dissensions internes? Le Général veut forcer le FLN à abattre ses cartes. Il a fait cette dernière offre de conversation sans préalables, de façon que si la tentative de négociation échoue, ce ne soit pas sur la procédure mais à cause d'une dérobade des Algériens; ou bien que l'échec porte sur le fond du problème, c'est-à-dire sur le Sahara.

Après coup, je prends contact avec Me Nicolet. Il doit se rendre à Tunis pour y plaider une affaire et sera en rapport avec la plupart des membres du GPRA. Je le prie de faire comprendre aux Algériens qu'un refus de l'offre du Général de Gaulle serait considéré comme une dérobade. Un tel refus montrerait qu'ils ne veulent pas véritablement entrer en conversation officielle. Si la Suisse se trouvait un jour dans la situation regrettable d'avoir à témoigner sur ce point, elle serait obligée de le faire dans ce sens. Enfin, j'informe le Chef du DPF des derniers développements des entretiens secrets.

Ainsi, ce même 8 mars, les émissaires algériens retournent à Tunis. Ils connaissent tous les éléments de la situation et sont munis d'une offre écrite de la plume même du Général de Gaulle, leur permettant d'aborder la négociation officielle sans préalables et sans ordre du

jour. La négociation portera sur tous les aspects du problème, politiques aussi bien que militaires. L'objectif défini par M. Boulharouf lors de notre première rencontre, le 23 décembre 1960, est donc atteint.

Les dirigeants algériens vont maintenant se réunir pour décider s'ils négocieront. Les membres du GPRA et ses délégués de par le monde constituent le groupe d'une trentaine d'hommes qui prendra la décision. Plusieurs jours sont nécessaires aux délégués pour joindre Tunis. Plusieurs jours et nuits seront consacrés aux délibérations dont dépendra la ligne de conduite du FLN. Il s'agit pour eux de décider, après sept ans de révolte, de guerre et de clandestinité, s'ils sont prêts à se montrer sur la place publique, au grand jour, s'ils sont prêts à s'asseoir, comme un gouvernement quasi légal, à une table de conférence, avec un grand pays occidental qu'ils considèrent à la fois comme leur oppresseur et leur ami.

Pendant qu'a lieu cet examen de conscience à Tunis, les jours passent. La patience française est mise à rude épreuve, la nôtre aussi.

Après douze jours de silence, le 20 mars, Me Nicolet, qui revient de Tunis, m'annonce la venue de M. Boulharouf, probablement le 22 mars. Ce dernier espère rencontrer un émissaire français, si c'est nécessaire, pour préparer un communiqué annonçant le début de la négociation et pour en fixer la date. De plus, il désire mettre au point avec les autorités helvétiques toutes les questions relatives à l'installation de la délégation algérienne en Suisse: résidence, mesures de sécurité et moyens d'information.

A cette époque, il y avait déjà eu suffisamment d'indiscrétions, à Tunis et à Paris, surtout depuis la rencontre de Gaulle-Bourguiba à Rambouillet, pour que la presse mondiale soit alertée. Le départ de M. Boulharouf, dont tout le monde sait maintenant qu'il est l'émissaire du GPRA chargé des contacts secrets, ne passe pas inaperçu à Tunis, loin de là.

Organiser, dans ces conditions, une quatrième rencontre secrète entre Algériens et Français devient une véritable gageure. Les journées et les nuits des 21 et

22 mars sont employées à tenir ce pari et à acheminer les deux émissaires jusqu'à leur point de rencontre à Genève. Il faut éviter les aéroports de Cointrin et de Kloten et la gare de Genève surveillés par quelque 300 journalistes et reporters de la radio. On dit même que des voitures de la station de radio Europe 1 sillonnent au ralenti les rues de Genève, en dévisageant les passants afin d'essayer de repérer M. Boulharouf.

Cette chasse à l'homme ne simplifie pas notre tâche. Et cependant, Bucher «réceptionne» Boulharouf qui arrive à Sion tard dans la soirée du 22 mars. Il parvient à le conduire à Genève au milieu de la nuit après avoir dépisté ses poursuivants.

M. Boulharouf nous communique officiellement que les Algériens sont prêts à rencontrer les Français à Evian. Il demande que la délégation du GPRA puisse séjourner en Suisse. La conférence débutera le 7 avril. Un communiqué simultané devrait l'annoncer de Tunis et de Paris le 31 mars, à 11 heures. M. Boulharouf ajoute qu'il serait heureux que les autorités suisses publient aussi un communiqué, car l'Agence télégraphique suisse (ATS) a annoncé la démarche faite par l'ambassadeur de France à Berne auprès du DPF demandant que la délégation algérienne puisse séjourner en Suisse.

Au cours de cette même nuit, Bucher et moi préparons un texte. Approuvé par le Chef du DPF, le matin du 23 mars, il sera le premier communiqué suisse sur toute cette affaire:

L'ambassade de France à Berne ainsi que des représentants du GPRA ont communiqué au Département politique fédéral que les négociations prévues au sujet de l'Algérie auront lieu prochainement à Evian.

Le Conseil fédéral, à la suite de la demande qui lui en a été faite, a autorisé, d'accord avec les autorités cantonales, les représentants du GPRA à séjourner sur territoire suisse pendant toute la durée de la conférence. Les facilités nécessaires leur seront accordées pour qu'ils puissent participer à celle-ci dans les meilleures conditions possibles.

Par courtoisie, nous donnons connaissance de ce communiqué à Boulharouf ainsi qu'à de Leusse que je

suis allé chercher en voiture de l'autre côté de la frontière.

MM. Boulharouf et de Leusse passent un certain temps ensemble à discuter le texte du communiqué qui annoncera la Conférence d'Evian, ainsi que les questions de sécurité. C'est alors que M. de Leusse nous demande de lui indiquer dès que possible si la Suisse pourrait mettre des hélicoptères à la disposition de la délégation du GPRA pour ses mouvements entre Genève et Evian. C'est la seule façon de résoudre le problème des déplacements de la délégation du GPRA entre Bois-d'Avault[17] et Evian. Les services de sécurité français et genevois refusent d'envisager un transport par route sur une distance de plus de 30 km. D'autre part, les Algériens insistent pour être entièrement entre mains suisses, non seulement sur notre territoire mais jusqu'à la salle des conférences à Evian.

MM. de Leusse et Boulharouf conviennent d'un nouveau rendez-vous à Genève, le samedi 25 mars dans la soirée, afin de permettre au premier nommé de faire un saut à Paris pour y chercher des instructions et des renseignements.

Depuis bien des jours, les journalistes, forts des informations recueillies à Paris, à Tunis ou ailleurs, interrogeaient le Palais fédéral sur ce qui se passait en Suisse.

A l'occasion de la publication du communiqué du 23 mars, le service de presse du DPF avait donné aux journalistes les noms de ceux qui s'étaient employés à faciliter les contacts entre la France et le GPRA. Dès lors, la phase secrète de la mission prenait fin. Il fallait dorénavant opérer avec d'autant plus de prudence et de discrétion.

Les 24 et 25 mars sont consacrés à mettre au point, avec les autorités genevoises et les services fédéraux compétents, toutes les dispositions à prendre pour assurer le séjour à Genève de la délégation du GPRA et la bonne marche de la Conférence d'Evian, notamment les questions de sécurité, de transport, de télécommunications et de presse. Tous les intéressés ont montré une inlassable bonne volonté et beaucoup d'in-

géniosité. A l'issue de ces travaux, nous constatons que les problèmes seront résolus. La responsabilité de cette opération peut être prise avec de bonnes chances de succès.

C'est là le fruit d'un travail considérable accompli rapidement tant à Berne qu'à Genève, sitôt connue l'imminence du rendez-vous d'Evian.

Au Palais fédéral, une conférence interdépartementale réunit, le 24 mars 1961, tous les services concernés à des titres divers. La coordination est assurée par le Département politique fédéral. Sous la haute autorité du Chef et du secrétaire général du DPF, M. Raymond Probst, chef de la section Ouest, assurera avec grande efficacité, dès lors et jusqu'à la fin des négociations, la synchronisation et le bon fonctionnement des activités des services fédéraux engagés dans cette action collective.

Sur le terrain, M. André Tripet, chef de service au DPF, est chargé de coordonner, pour la part de la Suisse, l'organisation de la Conférence d'Evian en relation avec les autorités cantonales et les services fédéraux. En fait, il sera du côté suisse la cheville ouvrière des trois conférences officielles: Evian, Lugrin et de nouveau Evian. Il participera également à de nombreux contacts secrets. Tous ceux qui ont été en rapport avec M. Tripet, Algériens, Français et Suisses, ont relevé combien ils ont apprécié la valeur de sa collaboration.

Le dispositif logistique ainsi mis en place par l'administration fédérale devait, au fil des mois, se révéler efficace. Il s'est montré capable de s'adapter rapidement aux situations qui surgissaient à l'improviste selon les aléas des pourparlers en cours.

De leur côté, les autorités genevoises font preuve, en l'occurrence, de courage et d'une grande disponibilité. Malgré des menaces nombreuses et précises, elles ont accepté d'assumer la charge et la lourde responsabilité de la sécurité, de l'installation, des déplacements et des activités d'information de la délégation du GPRA. De plus, une conférence sur le Laos, tenue à Genève, s'est ajoutée à celle d'Evian, de sorte qu'elles ont commencé à huit jours seulement d'intervalle. Le Conseil d'Etat

de Genève, surmontant des hésitations légitimes, a finalement accepté cette double responsabilité. La police genevoise, avec l'appui de la troupe et quelques renforts d'autres cantons, a fait face à cette tâche très lourde avec un grand sens du devoir.

Une telle disponibilité, cantonale et fédérale, a permis aux deux protagonistes de se concentrer entièrement sur leurs difficiles négociations.

Avec un appui logistique suisse qui répondait à leurs besoins de façon souple et efficace, ils savaient pouvoir communiquer et se rencontrer, en secret ou publiquement, au gré des péripéties de leurs pourparlers.

Le 25 mars, vers 20 heures, M. de Leusse revient de Paris et s'enferme de nouveau avec M. Boulharouf pendant deux heures environ. Puis, Bucher et moi les retrouvons afin de faire le point de la situation. Ils nous disent qu'ils sont tombés d'accord sur tout, sauf sur le texte du communiqué simultané qui annoncera l'ouverture de la Conférence d'Evian. Celui-ci sortira le 30 mars à 11 heures, mais chacune des deux parties publiera le texte qui lui conviendra. Ce dernier point pourra cependant être réglé à la suite de contacts téléphoniques de Bucher avec de Leusse d'un côté et Boulharouf de l'autre, si bien que dans la nuit du 29 au 30 mars, tout est prêt.

De fait, le 30 mars à 11 heures, Paris et le GPRA à Tunis publient simultanément, et dans les mêmes termes, l'annonce de l'ouverture à Evian, le 7 avril, de la conférence tant attendue.

Ainsi le sort en est jeté. Après sept ans de guerre, la France et le GPRA ont annoncé au monde entier qu'ils vont se rencontrer pour s'efforcer de mettre fin au conflit et décider du sort de l'Algérie. Plus rien ne semble devoir s'opposer au début de la négociation, le 7 avril 1961, à Evian.

Pourtant, tout sera remis en question quelques heures plus tard.

VI

Accrochage sur le MNA

Dans la soirée du 30 mars déjà, des bruits commencent à filtrer à la radio et, le 1er avril, un communiqué du GPRA à Tunis annonce que, vu les circonstances, il renonce pour le moment à envoyer sa délégation à Evian. Pour expliquer la raison de cette volte-face inattendue, un bref retour en arrière est nécessaire. Dans la soirée du 29 mars, Bucher a reçu à Berne transmission d'un message de M. Boulharouf de Tunis dont voici le texte:

La presse française fait mention de consultations que le Gouvernement français s'apprêterait à organiser avec des soi-disant tendances algériennes. Nous pensons que si ces informations s'avéraient exactes, la confusion entourerait la négociation elle-même et ne permettrait pas d'aboutir à la paix. Le Gouvernement français est libre de consulter, mais, pour éviter toute confusion, il doit consulter avant la négociation. Dans le cas de négociations multilatérales, il serait en effet difficile de situer la responsabilité d'un échec.

Me Nicolet, qui transmet ce message à Bucher, ajoute que M. Boulharouf désire sans doute qu'il soit communiqué le plus rapidement possible à Paris. Me Nicolet fait également part d'une crainte personnelle: les négociations d'Evian pourraient être remises en cause si les Français n'écoutaient pas l'avertissement du GPRA.

Bucher, tout au long de la soirée et de la nuit, essaie par tous les moyens possibles d'entrer en communication avec un interlocuteur à Paris. Finalement, c'est vers 3 heures du matin qu'il y parvient. Il commence par informer son interlocuteur de l'accord du GPRA sur la teneur du communiqué simultané annonçant les négociations, qui doit paraître le lendemain à 11 heures. Ensuite, Bucher parle de la mise en garde transmise par M. Boulharouf, en lit le texte et propose de le dicter. On lui répond que cette communication n'apporte aucun élément nouveau étant donné que le FLN avait déjà fait connaître son point de vue par voie de presse. Bucher insiste toutefois sur le fait que ce message doit être considéré comme une mise en garde de M. Boulharouf, dont le désir de négocier est incontestable. La conversation prend fin là-dessus.

Le lendemain matin, Bucher fait part au Chef du DPF de ses conversations téléphoniques de la nuit. Il exprime la crainte que l'on n'ait pas noté à Paris le contenu du message de M. Boulharouf, ni saisi l'importance de l'avertissement ainsi transmis.

Le lendemain 30 mars, alors que le communiqué simultané avait été publié à 11 heures, le Ministre Joxe — qui est en tournée d'inspection en Algérie — donne une conférence de presse à Oran. Les journaux et la radio mettent en évidence une phrase dans laquelle le Ministre aurait dit qu'il négocierait «avec le MNA aussi bien qu'avec le FLN».

Le 31 mars, Bucher reçoit à Berne une communication de Me Nicolet qui vient d'avoir une conversation téléphonique avec Tunis. M. Boulharouf fait savoir que le GPRA, à la suite des déclarations du Ministre Joxe à Oran, a décidé de surseoir à la Conférence d'Evian tant que le Gouvernement français ne déclarera pas de façon explicite qu'il renonce à des négociations parallèles avec des soi-disant autres tendances algériennes. M. Boulharouf viendra très prochainement en Suisse pour nous expliquer les raisons de cette décision.

Bucher essaie de nouveau, bien que ce soit le Vendredi-Saint, d'entrer en communication avec Paris pour transmettre les informations reçues de M. Boulharouf.

Il y parvient finalement vingt minutes avant la publication du communiqué algérien. Note est prise de son message. De l'autre côté, les contacts avec Tunis sont interrompus. Bucher apprend le dimanche soir par la radio que M. Boulharouf est déjà à Rome et poursuit son voyage vers la Suisse.

Le 3 avril en fin d'après-midi, Bucher va chercher M. Boulharouf à Kloten. Brillant conducteur, il parvient une fois encore à dépister, en cours de route, des voitures qui les suivent depuis l'aéroport. Leur arrivée à Genève bénéficie du calme d'une profonde nuit.

Pour ma part, avec ma famille, je passe les jours de Pâques en Touraine, chez nos cousins le professeur et Mme Jean Bernard.

De l'autre côté de la Loire, le Premier Ministre Michel Debré — un ami d'enfance — faisait un bref séjour dans sa maison de campagne. Le 2 avril, il nous invite, ma femme et moi, à dîner le lendemain soir. Louis Joxe sera aussi présent.

Sitôt après avoir appris par la radio la volte-face du GPRA, je m'étais mis en relation téléphonique avec le Chef du DPF. Comme il était déjà prévu que je rencontrerais le Ministre Joxe à Paris, le 4 avril, le Conseiller fédéral Max Petitpierre avait estimé inutile que je revienne en Suisse au préalable.

Le matin du 3 avril, Bucher me téléphone, à mots couverts, l'essentiel de ce que M. Boulharouf, qui n'est pas encore arrivé en Suisse, lui a fait savoir par l'intermédiaire de Me Nicolet. La raison de la volte-face du GPRA réside dans la crainte de l'ouverture, par la France, de négociations parallèles avec le MNA.[18] Cette crainte est fondée sur la déclaration du Ministre Joxe à Oran ainsi que sur de nombreux renseignements parvenus à Tunis par des voies latérales où l'on retrouve les personnages qui ont, depuis le début, tenté de se mêler de cette affaire et de la brouiller. Si cette crainte de négociations parallèles avec le MNA était dissipée, rien ne s'opposerait plus à ce que la négociation d'Evian commence comme prévu. La libération de Ben Bella n'est pas un préalable. Toutefois, elle contribuerait à créer un climat favorable. Le GPRA désire

que toutes les questions soient traitées à l'intérieur de la négociation et qu'aucune initiative ne soit prise à l'extérieur, sinon elle risquerait de provoquer un gel du côté algérien. Le GPRA tient à ce que les organes officiels ou officieux restent calmes et s'abstiennent de toute déclaration intempestive. Les agents algériens chargés de la sécurité de leur délégation sont déjà à Genève. Ils ont reçu l'instruction d'y demeurer et de poursuivre leurs préparatifs.

Muni de ces renseignements, je me rends, en compagnie de ma femme, à Montlouis, dans la demeure privée du Premier Ministre, avec une voiture à plaques françaises et des papiers d'emprunt. Sur une terrasse dominant les méandres de la Loire qui miroitent aux dernières lueurs du crépuscule, nous traversons un service d'ordre dissimulé dans les bosquets. Nous ne pénétrons dans la maison qu'après avoir été discrètement examinés par la garde de notre hôte. Le Ministre Joxe est arrivé en voiture, suivi d'une autre automobile occupée par des policiers, armés de mitraillettes et de grenades.

Après un dîner très amical; nous laissons nos épouses au salon pour nous retirer dans le bureau de Michel Debré où la conversation s'engage à trois, avec pour seul témoin une grande photographie dédicacée du Général de Gaulle.

Mes deux interlocuteurs et amis sont ennuyés du coup d'arrêt donné par le GPRA. Ils savent que le MNA et son chef Messali Hadj n'ont plus d'influence sur la rébellion algérienne. Ce sont des reliques du passé, mais d'un passé récent puisque Messali Hadj est toujours détenu en France et traité comme un ennemi prisonnier.

Sans que mes interlocuteurs aient à me le dire, je sais que certains responsables dans l'administration française, et jusque dans les services de la présidence de la République, ont joué et jouent peut-être encore la carte MNA dans l'espoir de diviser les Algériens et de faire pièce au FLN. Le Gouvernement français doit maintenir qu'il aura des discussions avec le MNA, tout en sachant que celles-ci sont d'une importance minime. Il n'est donc pas question de démentir ce que le Ministre

Joxe a dit à Oran, d'ailleurs d'une manière beaucoup moins percutante que la presse ne l'a présenté.

Je sens chez mes deux amis un mélange de regret que le rendez-vous d'Evian soit manqué, et d'ennui devant cette impasse dont il ne sera pas facile de sortir. De plus, le Général de Gaulle médite à Colombey-les-deux-Eglises sur sa prochaine conférence de presse et n'entend pas être dérangé par ces péripéties. Dans ces conditions, la tâche de l'intermédiaire suisse sera d'amortir le choc et de gagner du temps.

Du côté français, on ne veut pas se presser. Pour commencer, on désire que je retourne à Genève pour prendre contact avec M. Boulharouf, pour l'écouter et rapporter ses propos à Paris. M. de Leusse ne doit plus voir M. Boulharouf, car le Gouvernement français considère que les rencontres secrètes franco-algériennes sont terminées et qu'elles ont épuisé toutes leurs possibilités.

Les Français sont prêts à aller au rendez-vous d'Evian. Ils se sont, par conséquent, abstenus d'une polémique au sujet du dernier communiqué du GPRA. Ils doivent cependant consulter le MNA, mais pas de façon spectaculaire. La libération de Ben Bella avant la cessation des hostilités n'est pas pensable parce qu'il est considéré comme un prisonnier de guerre. Les Français avaient avisé les Algériens, au cours de la deuxième rencontre secrète, de leur intention de consulter le MNA. Ils craignent que les Algériens cherchent un succès déjà avant la négociation, en obtenant l'élimination du MNA. Ils notent le bref laps de temps qui s'est écoulé entre le communiqué du FLN annonçant la Conférence d'Evian et celui par lequel il déclare ne plus vouloir y aller. Cela semble indiquer que l'affaire était prévue et que la déclaration du Ministre Joxe à Oran n'aurait été qu'un prétexte.

N'ayant pas encore de renseignements directs sur ce que M. Boulharouf est venu dire en Suisse, je me contente d'enregistrer la position française. Il est entendu que je reverrai Louis Joxe le jour suivant, à Paris, avant de retourner à Genève.

Le lendemain, la presse et la radio françaises annon-

cent que le Premier Ministre a reçu le Ministre Joxe à dîner, la veille, et qu'ils se sont entretenus de la Conférence d'Evian. Les précautions que j'avais prises pour passer inaperçu se trouvaient une fois encore pleinement justifiées.

Le 4 avril, Bucher, après avoir parlé avec M. Boulharouf, me confirme que le GPRA veut toujours négocier et se rendre à Evian. Il n'y a pas d'autres obstacles que la question du MNA. Le GPRA désire ardemment une rectification française sur ce point, qui lui permettrait d'aller à la négociation. Le jour même, je confirme à Louis Joxe ce que j'avais mentionné la veille au soir, mais à titre d'hypothèse personnelle puisque je n'avais pas encore de renseignements directs. Le GPRA veut toujours commencer la négociation à Evian, le 7 avril, mais sous réserve que l'hypothèque du MNA soit levée.

Louis Joxe me dit que le Général reviendra à Paris le lendemain soir. Pour toute instruction, il lui avait téléphoné, le samedi précédent, le 1er avril, de ne pas se presser, de ne pas s'inquiéter, de ne rien dire et de ne rien faire avant son retour. Le Ministre Joxe doit donc attendre sa conversation avec le Général pour fixer une ligne de conduite.

Louis Joxe pense que cette affaire MNA n'est que le prétexte d'une dérobade. Il n'envisage pas de démentir l'éventualité de négociations avec le MNA, car des pourparlers auront lieu, plusieurs même si cela est nécessaire, mais pas sur le même pied qu'avec le GPRA. Il n'est pas question non plus de démentir la déclaration d'Oran, car cela équivaudrait à reconnaître de facto le GPRA comme seul interlocuteur et unique représentant des Algériens.

Devant le risque d'une impasse durable, je suggère la formule d'une réunion à Evian, à un échelon inférieur, pour dissiper le malentendu, avant la conférence proprement dite. Ainsi, le GPRA pourrait sauver les apparences, on éviterait la reprise de pourparlers secrets, et surtout les protagonistes seraient mis face à face. Louis Joxe trouve la formule intéressante mais ne peut y souscrire avant une décision du Général.

En conclusion, je peux faire part à M. Boulharouf de

la surprise des Français, constater que ceux-ci restent sur leur position telle qu'elle figure dans le communiqué du 30 mars, qu'ils sont prêts à se rendre à Evian comme prévu et qu'ils n'envisagent pas de la même façon les négociations avec le GPRA et des pourparlers avec le MNA. Louis Joxe me demande enfin de lui faire connaître la réaction de M. Boulharouf.

Le 5 avril, à Genève, Me Nicolet m'informe que les dirigeants algériens sont entièrement braqués sur l'affaire du MNA. Le message de Tunis à Bucher, et transmis par celui-ci à Paris, dans la nuit du 29 au 30 mars, avait pour but d'élucider ce qu'il y avait de vrai derrière les bruits de préparation d'une négociation à Senlis entre la France et le MNA. La déclaration du Ministre Joxe à Oran, selon laquelle il négocierait aussi avec le MNA, a été interprétée par le GPRA comme la réponse française à son message. Elle a fait l'effet d'une gifle et a confirmé le GPRA dans sa crainte de voir le MNA prendre une place équivalente à la sienne au cours d'une négociation parallèle. Selon Me Nicolet, s'il n'y a pas un geste ou une parole de détente de la part de la France, les durs du GPRA feront fermer la porte à la négociation et se retourneront vers l'Est.

Il faut donc gagner du temps jusqu'à ce que l'on connaisse la position qui sera prise à Paris, après le retour du Général. Dans ces circonstances, Bucher et moi décidons de revoir M. Boulharouf le lendemain seulement.

Toutefois, ce même 5 avril, je téléphone dans la soirée à Louis Joxe pour préciser — à mots couverts — que l'attitude des dirigeants algériens résulte d'une réaction à la fois politique et émotionnelle. Ils sont braqués sur cette affaire du MNA. Je signale aussi à mon interlocuteur qu'une attente prolongée risquerait d'avoir pour résultat le départ de M. Boulharouf vers Tunis.

En mon for intérieur j'ai le sentiment qu'il n'est pas venu à Genève seulement pour informer les autorités suisses que le GPRA renonce, pour le moment, à se rendre à Evian. Il est venu surtout avec l'espoir d'obtenir des Français, par l'intermédiaire de la Suisse, un

geste ou une parole de détente qui permettrait au GPRA, sans perdre la face, de revenir sur sa décision. Le GPRA semble avoir assez vite regretté la soudaineté et la violence de sa réaction puisqu'il n'a pas tardé à dépêcher M. Boulharouf en Suisse afin d'essayer de rattraper les choses.

Le 6 avril, Louis Joxe m'informe qu'il désire me voir le lendemain à Paris.

Dans la soirée, avec Bucher, je communique à Boulharouf les réactions recueillies à Paris: surprise des autorités françaises devant la volte-face du GPRA, maintien des termes du communiqué du 30 mars annonçant que la France se rendait à Evian, volonté inchangée de commencer la négociation et, enfin, abstention de toute polémique. Puis je demande à Boulharouf ce qu'il attend de la France.

La substance de son explication, assez longue et complexe, est que l'affaire du MNA n'est pas tellement importante en elle-même; c'est davantage une question de loyauté. Après tous les efforts déployés pour s'acheminer vers une solution pacifique, le fait que le Gouvernement français monte maintenant en épingle le MNA crée un tel doute sur ses intentions que cela équivaut à un torpillage de la négociation espérée. Il est impossible de se rendre à la négociation avec un doute aussi sérieux sur la loyauté du partenaire. Il importe d'éviter toute confusion pour qu'en cas d'échec les responsabilités soient bien établies, ce qui ne serait pas possible avec une négociation parallèle qui brouillerait la situation. Il faut donc faire table rase avant de commencer la négociation avec le GPRA. Boulharouf affirme son désir passionné de paix mais, s'il n'est pas réalisable, lui et ses compagnons se jetteront avec d'autant plus de violence dans la poursuite de la guerre. En définitive, Boulharouf attend un geste de Paris montrant clairement que le Gouvernement français s'en tient véritablement au communiqué du 30 mars dans lequel il a déclaré vouloir se rendre à Evian pour discuter avec le FLN toutes les questions relatives à l'autodétermination.

Le 7 avril, à Paris, je rapporte à Louis Joxe l'essentiel

de cette conversation. Je lui donne aussi le texte téléphoné par Bucher à Paris dans la nuit du 29 au 30 mars, pour lui expliquer l'origine psychologique de la crise actuelle. Louis Joxe ne connaît pas ce texte. Les craintes de Bucher que l'interlocuteur, tiré de son sommeil au petit matin, n'en ait pas saisi toute la portée et ne l'ait pas transmis au Ministre sont confirmées. Le GPRA a interprété la déclaration du Ministre Joxe à Oran comme une réponse à son message de mise en garde, alors que le ministre parlait à Oran sans avoir connaissance de cette mise en garde.

J'ajoute que M. Boulharouf accepte l'idée de conversations ou même de négociations de la France avec le MNA, pourvu qu'elles aient lieu avant la négociation avec le FLN, mais pas en même temps que celle-ci. Dans ces conditions, je vois trois possibilités:

— une conversation avec le MNA avant la négociation d'Evian dans l'espoir que, cette négociation une fois engagée, l'affaire du MNA reprenne sa vraie place qui est en réalité insignifiante;

— une déclaration du Général qui rassure le GPRA et balaie tout ce qui a été dit depuis le communiqué du 30 mars;

— des conversations préliminaires entre experts des deux côtés pour préparer l'ordre du jour de la Conférence d'Evian, conversations au cours desquelles la question du MNA serait discutée et élucidée.

Louis Joxe me dit que le Général est très irrité, qu'il est nécessaire, avant toute chose, de l'apaiser et qu'il serait bon, à ce propos, de voir de nouveau le Premier Ministre. Nous nous rendons à Matignon, séparément: le Ministre dans sa voiture officielle, par la grande porte, tandis que je me dirige, à pied, vers la petite porte de la rue de Babylone où l'ordre a été donné de me laisser passer. Lorsque j'y arrive, la porte est discrètement entrebâillée. Un homme s'efface pour me permettre d'entrer dans le parc de Matignon où je me trouve devant les canons de trois mitraillettes tenues par des agents de la sécurité.

Le Premier Ministre confirme que l'affaire du MNA est d'importance minime, qu'il faudrait pouvoir la dé-

gonfler et revenir aux termes du communiqué du 30 mars. Il retient la formule N° 3 d'une conversation préliminaire entre experts sur l'ordre du jour. Il craint la première formule, conversation avec le MNA préalable à celle d'Evian, car le FLN pourrait s'en saisir pour se déclarer offensé que l'on donne la préséance au MNA. La deuxième solution est assez risquée vu l'état d'esprit du Général qui est irrité et pas disposé à faciliter les choses par des déclarations publiques.

Le Premier Ministre et le Ministre des Affaires algériennes seront reçus par le Général à 22 heures. Ils lui suggéreront la formule N° 3. Louis Joxe m'informera du résultat de cet entretien le lendemain matin.

De même que sur les bords de la Loire, le Premier Ministre était aussi ennuyé que le Ministre Joxe de l'accident survenu à cause de cette malencontreuse affaire du MNA. Il était manifeste que le premier voulait la négociation tout autant que le second. Il se rendait compte qu'il n'y avait pas d'autre issue et qu'il fallait éviter de renouveler l'échec de Melun. J'ai senti qu'à ce moment MM. Debré et Joxe joignaient leurs forces pour retenir le Général et le dissuader de faire un éclat public qui aurait dissipé tout espoir d'arranger les choses.

Le 8 avril, Louis Joxe m'explique que le Général de Gaulle est très mécontent de la dérobade algérienne. De plus, il est occupé à préparer la conférence de presse qu'il tiendra le 11 avril. Dans ces moments, on ne peut guère lui parler de quoi que ce soit d'autre. Le Général ne croit plus à la volonté du FLN de négocier. Il est donc inutile de faire un geste. Les choses traînent depuis trois mois. La France a fait deux concessions majeures. D'une part, elle a balayé les préalables et, d'autre part, elle a accepté de s'engager dans la négociation à l'échelon gouvernemental avec pour seul résultat que le FLN lui demande de nouvelles concessions. Selon Louis Joxe, il n'est pas question d'envisager quoi que ce soit de nouveau avant la conférence de presse du Général, le 11 avril.

Puis nous nous rendons de nouveau, séparément, dans le bureau du Premier Ministre où il est convenu

que je communiquerai ce qui suit à M. Boulharouf:

1. Le message du 29 mars de Tunis n'est pas parvenu au Ministre Joxe, à la suite d'un fâcheux trou dans les transmissions. Donc le Ministre n'en avait pas connaissance lorsqu'il a parlé à Oran.

2. Le Gouvernement français ne change pas sa position antérieure. Il n'y a aucun recul de sa part. Toutefois, le Général est surpris et même inquiet qu'on lui demande encore un geste, alors qu'il en a déjà fait plusieurs et d'essentiels. Cela signifie-t-il que le FLN en demandera toujours plus et chaque fois de nouveaux? Le Général ne veut pas être entraîné dans un engrenage et trouve cette accumulation d'exigences injustifiée.

3. Quant à la question du MNA, il n'y a pas de commune mesure entre lui et le FLN, donc le fait de monter en épingle cette affaire semble constituer un prétexte. De plus, mes deux interlocuteurs relèvent que la recrudescence des attentats et du terrorisme, notamment en Métropole, ne facilite pas la préparation de l'opinion publique en faveur de la Conférence d'Evian. Le Général a relu tous les procès-verbaux des rencontres secrètes. Il veut bien croire que M. Boulharouf désire la négociation et la paix, mais il ne croit pas qu'il en soit de même de «l'organisation» (c'est-à-dire du GPRA).

En terminant, on me donne toute latitude pour suggérer à M. Boulharouf que la délégation du GPRA se rende à Evian, mais qu'on commence par une rencontre entre chefs de délégation pour parler méthode.

Le 8 avril toujours, revenu à Genève, je demande au Chef du DPF, après l'avoir informé, s'il m'autorise à déclarer à M. Boulharouf que du point de vue de l'intermédiaire suisse, l'heure de la décision est arrivée. Dans la situation présente, il n'y a plus à atermoyer. Au contraire, il est devenu nécessaire de se déterminer.

Bucher et moi consacrons ensuite une partie de la nuit à une longue conversation avec Boulharouf. D'abord, je lui lis le message du Gouvernement français. Puis, à titre personnel, je lui livre mon sentiment que le moment est venu où le GPRA doit se décider à négocier ou à y renoncer. La phase des rencontres

secrètes est terminée, de même que l'ère de la prénégociation. L'utilité de l'intermédiaire suisse est usée et nous nous sentons au bout de nos possibilités. Nous avons apporté deux éléments déterminants: la rencontre sans préalables et l'engagement du Gouvernement français dans la négociation. La Suisse ne peut pas faire plus. Elle doit savoir maintenant si la Conférence d'Evian aura lieu ou non, car elle est sollicitée de contribuer à mettre fin à des hostilités dans une autre partie du monde, en organisant, à Genève aussi, une conférence sur le Laos.

A titre personnel toujours, je suggère que si le GPRA a encore des craintes au sujet du MNA, une conversation préliminaire ait lieu à Evian entre les deux chefs de délégation pour parler méthode. C'est là un euphémisme qui recouvre en réalité le MNA.

Je suggère encore à Boulharouf de présenter à Tunis une mise au point au sujet du message du 29 mars sur le MNA, qui n'est pas parvenu jusqu'au Ministre Joxe; de préciser que le Gouvernement français n'a pas changé sa position antérieure et qu'il n'y a pas de recul par rapport au communiqué du 30 mars. Il pourrait ajouter que cette affaire du MNA amène le Général de Gaulle à douter de la volonté du GPRA de négocier. Enfin, pour dissiper tout malentendu, il y aurait lieu d'envisager une rencontre entre chefs de délégation à Evian, préalable à la conférence proprement dite.

Boulharouf est d'abord très négatif et crispé. Bucher et moi devons répéter longuement mes propos liminaires pour l'amener progressivement à se détendre puis à entrer dans nos vues. Il accepte finalement de transmettre à Tunis le message français, le point de vue suisse sur la nécessité de se déterminer et ma suggestion d'une rencontre entre chefs de délégation. En terminant, j'insiste sur l'importance de hâter la réponse de Tunis de façon qu'elle arrive avant la conférence de presse du Général, c'est-à-dire le lundi 10 avril.

Le 10 avril, dans l'après-midi, Boulharouf me donne la réponse suivante du GPRA:

«1. Le GPRA confirme sa volonté de négocier et reste fidèle au communiqué du 30 mars. Une preuve de

cette bonne volonté est fournie par le fait qu'il a pris soin d'avertir les autorités suisses, la veille de la publication du communiqué, de la «manœuvre MNA», qui risque de tout remettre en cause.

»2. Si le FLN n'accorde pas d'importance au MNA en tant que tel, par contre il attache grande importance au fait que le Gouvernement français veut mener à tout prix les négociations franco-FLN en même temps que les «conversations» ou «consultations» avec le MNA. Ce fait démontre que les Français ne donnent pas à la négociation le même sérieux que nous. Les pourparlers avec nous doivent se dérouler dans la clarté. Nous ne voulons à aucun prix d'équivoque.

»3. Les Français peuvent déclarer publiquement s'en tenir au communiqué du 30 mars. Par ailleurs, ils ne doivent pas mener de conversation dans le même temps avec le MNA.

»4. Si le Gouvernement français désire régler l'incident MNA — le seul qui s'oppose à la rencontre d'Evian — il y a possibilité de le faire à l'échelon d'émissaires qui se réuniraient le plus rapidement possible.

»5. Le GPRA apprécie hautement les efforts faits par le gouvernement fédéral pour aboutir à la paix. Il en a toujours tenu compte. La preuve en est donnée par le fait que nous avons chaque fois mis au courant les autorités suisses de ce qui s'est passé avec la France. C'est dans ce sens que nous avons tenu à alerter nos amis suisses, la veille du 30 mars, pour leur signaler le danger de la «menace MNA» qui risque, avons-nous insisté, de tout remettre en cause.»

Je ne cache pas à Boulharouf que cette réponse est dangereuse, en lui montrant l'insuffisance d'une rencontre secrète entre émissaires au lieu de celle des chefs de délégation ou ministres à Evian. Bucher et moi obtenons l'amélioration du point 3 pour lui enlever son caractère comminatoire et le transformons, avec l'accord de Boulharouf, en: «Les Français peuvent déclarer publiquement s'en tenir au communiqué du 30 mars, qui stipule que les pourparlers doivent se dérouler avec le FLN.»

Boulharouf me demande de transmettre à Paris le message du GPRA aussitôt que possible, pour qu'il ait un effet favorable avant la conférence de presse du Général. J'accepte de le faire, tout en relevant que l'effet risque plutôt d'être négatif.

Dans la nuit, j'appelle Louis Joxe au téléphone pour lui lire le message du GPRA; en omettant, toutefois, le point 5 qui concerne la Suisse et risquerait d'être mal interprété à Paris.

Louis Joxe est déçu de ce message. «Ils n'ont pas compris, ils sont pointilleux», commente-t-il. J'ajoute que la suggestion d'une rencontre entre chefs de délégation n'a pas été retenue à Tunis.

Le 11 avril, après la conférence de presse du Général de Gaulle, de Leusse me téléphone de Paris les «indications de conversation» suivantes:

«1. Il n'y a pas de manœuvre MNA. Il y a un fait dont à Paris on tient compte et dont on a toujours tenu compte.

»2. Les responsables du FLN semblent imaginer que la méthode (c'est-à-dire consultations avec différentes tendances), inspirée à Paris par les formes mêmes de la rébellion, doit conduire à des pourparlers rivaux; on s'en étonne.

»3. Il n'est pas dans l'intention de Paris d'envoyer à Genève un émissaire pour discuter de ces questions avant l'ouverture de la Conférence d'Evian, conférence à laquelle on est toujours prêt à se rendre selon la teneur du communiqué de Paris.»

Dans la soirée et la nuit, Bucher et moi recommençons l'exercice. Nous donnons à M. Boulharouf la substance des indications de conversation en les présentant de façon aussi positive que possible. Le fait que ce texte ait été transmis à titre d'indication non seulement nous autorisait, mais nous invitait à essayer d'en tirer le meilleur parti possible.

M. Boulharouf est très négatif. Irrité par la conférence de presse du Général[19], il se déclare fort déçu. Il constate que les Français insistent sur le MNA. Il y voit une manœuvre de division des Algériens. Le rejet de la proposition d'une rencontre secrète prouve, à son

avis, que les Français n'ont pas la volonté d'arranger les choses.

Bucher et moi devons nous employer une fois de plus à lui faire voir la situation sous un jour meilleur et à lui montrer les aspects positifs du message de Paris. J'ajoute, en parlant du point de vue suisse, qu'à notre avis l'opinion publique mondiale ne comprendrait pas un refus du GPRA d'entrer en négociation. Ses chefs ont la possibilité de créer l'Algérie dans la paix, de montrer qu'ils sont des hommes d'Etat et de faire preuve de sens des responsabilités. Les dirigeants algériens ont une occasion historique à saisir. S'ils la manquent, ils prendront une grave responsabilité vis-à-vis de leur peuple.

M. Boulharouf se montre plus réceptif. Il prend note avec grande attention de ce que Bucher et moi lui disons. Il nous assure qu'il rapportera au GPRA l'opinion suisse à laquelle ses chefs attachent la plus grande importance. Il s'en retournera à Tunis pour prendre part à la réunion du GPRA prévue pour le samedi 15 avril et me téléphonera dans la soirée de ce jour. J'insiste sur la nécessité d'une réaction à la fin de la semaine, à cause de la réponse que les autorités suisses ont à donner au sujet de la conférence sur le Laos qui doit se tenir aussi à Genève; et afin de permettre aux autorités fédérales et genevoises de procéder aux préparatifs nécessaires.

Le 12 avril, Louis Joxe me téléphone de Paris au début de la matinée pour prendre la température. Je dois lui répondre que l'état du malade est plutôt médiocre.

Le 15 avril, M. Boulharouf me téléphone de Tunis pour dire qu'il appellera de nouveau le 19, car il n'a rien à dire pour le moment. Je le presse de rappeler plus tôt, mais il ne peut pas le faire parce que ses «amis» n'auront fini leurs travaux qu'à cette date. Je fais part à Louis Joxe de ce délai pour que Paris prenne patience et sache que rien n'est perdu encore.

Le 17 avril, à Paris, Louis Joxe me dit que le Gouvernement français est disposé à attendre patiemment un nouveau rendez-vous avec le GPRA à Evian. Toute-

fois, il a reçu des renseignements incontrôlés, selon lesquels le GPRA aurait l'intention de demander la reprise des prénégociations secrètes.

Au sujet des menées «activistes»[20] sur lesquelles je lui demande son opinion à cause des menaces qui ont été largement répandues à Genève, Louis Joxe estime que la direction est en Algérie, mais qu'elle bénéficie d'appuis en Métropole. En Algérie, le Gouvernement français ne peut agir utilement car la police et la magistrature sont largement favorables aux activistes.

Enfin, Louis Joxe me signale des intrigues contre le Chef du DPF. Un journaliste suisse aurait approché le 2e Bureau[21] français, en se disant agent du Service des renseignements suisse et émissaire personnel du Chef du Département militaire fédéral, M. le Conseiller fédéral Paul Chaudet. Il aurait fait état de l'existence de deux tendances en Suisse et d'une opposition des milieux militaires à l'attitude adoptée par le Conseil fédéral en faveur du rapprochement franco-algérien.

Le 19 avril, Louis Joxe me rappelle à Genève pour me confirmer, après un contact avec le Premier Ministre, ce qu'il m'avait dit la veille à Paris, en ajoutant qu'aux menées «activistes» s'ajoute vraisemblablement une action du général Salan et de l'OAS.[22] Le 19 avril aussi, M. Boulharouf téléphone de Tunis pour annoncer son arrivée à Genève le dimanche 23, en laissant entendre qu'il sera probablement muni d'une réponse positive. J'insiste sur la nécessité qu'il arrive plus tôt, le vendredi 21 par exemple.

Reçu par le Président de la Confédération, M. le Conseiller fédéral F. T. Wahlen, et par le Chef du Département politique fédéral, je leur fais rapport sur l'ensemble de la situation. Je mentionne aussi les renseignements donnés par le Ministre Joxe sur les intrigues, à Paris, d'un de nos compatriotes. Il se révèle que les propos qu'on lui prête sur des divergences de vues entre le Département militaire fédéral et le Département politique fédéral sont dénués de tout fondement.

Le 20 avril, M. Boulharouf téléphone de Tunis qu'il essaie d'arriver le samedi 22 avril. J'insiste une fois encore sur la nécessité d'aller vite.

Le 22 avril, le premier bulletin de la radio fait état de troubles à Alger et de l'interruption des communications entre Paris et Alger.

M. Boulharouf téléphone de Rome qu'il arrivera à Genève le lendemain dimanche 23 avril à midi.

VII

Le putsch d'Alger

Devant l'impossibilité de prévoir comment se développera ce qui est devenu le putsch d'Alger,[23] nous prenons, encore plus que les autres fois, toutes les mesures de sécurité possibles.

Le dimanche 23 avril, M. Boulharouf, emmené de Cointrin par une voiture de la police, est pris en chasse par des représentants de la presse après deux tentatives de sortie de l'aérodrome. Les policiers ont beaucoup de peine à dépister les poursuivants. Ils aboutissent dans une auberge de la campagne genevoise, d'où Boulharouf me téléphone. Bucher et moi allons le chercher avec ma voiture, puisque celle de la police a été repérée. Nous le conduisons, sans mal cette fois-ci, à l'Hôtel de Ville de Genève.

Boulharouf nous lit un texte élaboré à Tunis et dont voici l'essentiel: «Le GPRA prend acte des explications et des assurances données à la Suisse par la France. Il en ressort que le Gouvernement français n'a pas eu l'intention d'opérer un recul par rapport à son communiqué du 30 mars, qu'il ne change pas sa position antérieure et que les engagements qu'il a pris lors des conversations secrètes restent valables.

»Le Ministre Joxe n'était pas au courant de la mise en garde faite par le GPRA au sujet du MNA lors de sa déclaration d'Oran, qui de plus a été déformée par

la presse. Le Gouvernement français ne peut donner un démenti public mais n'entend pas mener des négociations rivales avec d'autres tendances algériennes.

»Dans ces conditions, le GPRA considère comme apaisées les craintes qu'il a exprimées dans son communiqué du 1er avril annonçant qu'il ne se rendra pas à Evian. Espérant qu'il n'y aura pas de geste remettant en cause l'esprit du communiqué du 30 mars, le GPRA réaffirme sa volonté de paix et se déclare prêt à envoyer une délégation à Evian pour rencontrer une délégation française en vue d'engager des négociations.»

Le GPRA va publier un communiqué dans ce sens, dont il tient, par courtoisie, à montrer au préalable le texte aux autorités suisses:

Le GPRA a pris connaissance, au cours de sa réunion du 20 avril 1961, du rapport de M. Taïeb Boulharouf.

Après avoir pris note des éclaircissements donnés, le GPRA a décidé de proposer au Gouvernement français une date à laquelle pourraient s'engager à Evian les négociations entre la délégation française et la délégation algérienne.

Le GPRA envisage un deuxième communiqué qui serait publié à Paris et à Tunis, dans lequel la date du début de la négociation serait annoncée, date qui pourrait être le 11 mai.

Après cette lecture, M. Boulharouf demande que ce message soit transmis à Paris. Il attendra à Genève la réponse pour se mettre d'accord avec les Français sur la date du début de la conférence et celle de la publication du communiqué l'annonçant, par exemple, une semaine avant le 11 mai.

Nous écoutons M. Boulharouf, tandis qu'un transistor, posé sur la table, nous informe des développements du putsch d'Alger. Il menace de tout remettre en cause alors que nous touchions au but. Les textes apportés par M. Boulharouf sont manifestement le résultat de décisions prises par le GPRA avant que ne commence la sédition militaire à Alger.

Au moment où prend fin l'épisode du MNA dont le putsch d'Alger fait apparaître dans des circonstances tragiques combien il était malencontreux et inutile, je m'interroge une fois encore sur les raisons profondes de la volte-face du GPRA. Certes, les chefs du FLN,

qui se veulent dirigeants de tout le peuple algérien, réagissent très vivement dès que leur autorité exclusive sur l'ensemble de leurs compatriotes est contestée. A l'égard du MNA, ils réagissent avec d'autant plus de vivacité que plusieurs d'entre eux ont été, dans le passé, membres du mouvement dirigé par Messali Hadj pour la simple raison que le FLN n'existait pas encore.

Mais ce n'est peut-être pas là toute l'histoire. Un accident de santé soudain de Belkacem Krim n'aurait-il pas contribué à la volte-face du GPRA, ou tout au moins à sa durée? Des neuf «chefs historiques» qui ont lancé la rébellion armée contre la France, en 1954, Belkacem Krim est le seul qui soit encore vivant et en liberté. Il est un membre influent du GPRA car il incarne à la fois le combattant du maquis et l'homme politique ayant acquis l'expérience du monde comme Ministre des Affaires étrangères. Lors de la réunion cruciale au cours de laquelle fut décidée la participation à la Conférence d'Evian, l'avis de Belkacem Krim n'a pas peu contribué à emporter la décision contre une minorité qui voulait poursuivre la guerre jusqu'à la victoire. S'il a été choisi pour diriger la délégation algérienne à la Conférence d'Evian, c'est, entre autres raisons, parce que, de par sa position, il aurait pu aider notablement à faire accepter les résultats de la négociation par les hautes instances algériennes.

A peine nommé chef de la délégation, Krim dut subir d'urgence l'ablation de la vésicule biliaire: il était hors de combat pour un temps indéterminé. Le GPRA, au moment où il s'apprêtait à sortir de l'ombre pour affronter sur la place publique une négociation dont dépendrait le destin de l'Algérie, s'est trouvé privé d'un pilier solide sur lequel devait reposer, dans une bonne mesure, la négociation. Qu'il ait saisi une occasion de gagner du temps, cela n'est pas invraisemblable, surtout lorsque cette occasion était une déclaration du ministre français des Affaires algériennes qui semblait mettre sur pied d'égalité le MNA détesté et méprisé et le GPRA. Et puis, avec Belkacem Krim en pleine convalescence et après trois semaines de réflexions salutaires sur les inconvénients des réactions publiques trop

vives, le GPRA s'est senti de nouveau disposé à négocier.

En tout état de cause, les généraux rebelles d'Alger font vite oublier au GPRA les doutes et les appréhensions qu'il pouvait encore avoir. En fait, pendant les quatre jours du putsch on sent que le Gouvernement français et le GPRA se trouvent du même côté, provisoirement alliés contre la sédition militaire qui a éclaté en Algérie.

Cependant, M. Boulharouf, qui voyage depuis deux jours, ne réalise pas, faute d'informations, toute la portée des événements d'Alger. Il faut donc commencer par l'informer que nous nous trouvons devant une situation nouvelle, aux développements encore imprévisibles. Après quoi, j'ajoute seulement que je m'efforcerai de donner connaissance de son message à Paris, dans la mesure des moyens de communication encore utilisables.

La situation est à la fois paradoxale et embarrassante pour l'intermédiaire. Il doit transmettre à Paris une information capitale, tout en sachant qu'on y scrute le ciel dans l'attente d'une éventuelle descente de parachutistes.[24] Par acquit de conscience, j'appelle dans la nuit les domiciles privés de Bruno de Leusse puis de Louis Joxe, mais sans m'étonner que leurs téléphones sonnent dans le vide.

Le lendemain, 24 avril, Bucher et moi demandons à Boulharouf si le premier communiqué — sur la décision du GPRA de proposer une date pour le début de la Conférence d'Evian — a déjà été publié. En outre, nous le consultons sur l'opportunité de poursuivre nos efforts pour transmettre à Paris le message du GPRA, après les essais infructueux de la nuit dernière.

Boulharouf pense que le premier communiqué paraîtra ce matin à Tunis. Quant au message du GPRA, il me laisse libre de décider du moment de sa transmission à Paris. Je lui suggère qu'il serait utile d'avoir des indications sur les sentiments actuels du GPRA à la lumière des événements d'Alger. J'ajoute que si le premier communiqué n'est pas encore sorti, il serait préférable, vu la situation en Algérie et en France, de

surseoir à sa publication. En effet, le GPRA aurait intérêt à éviter de donner l'impression qu'il cherche à profiter de la situation difficile du Gouvernement français face à une rébellion militaire pour marquer un point.

Les réponses reçues de Tunis par Boulharouf montrent une bonne perception des réalités de la situation présente. On confirme que la nouvelle proposition du GPRA d'engager prochainement la négociation à Evian est antérieure au putsch d'Alger et l'on souhaite que Paris le sache. Le GPRA reste prêt à se rendre à Evian dès que les Français y seront disposés. Le communiqué destiné à faire connaître la proposition du GPRA ne sera pas publié. Il n'est pas nécessaire de transmettre immédiatement à Paris le message et la proposition du GPRA; on peut attendre l'évolution des événements.

Peu après, le Chef du DPF m'apprend que les ambassadeurs du Royaume-Uni et de l'URSS ont officiellement demandé à Berne que la conférence sur le Laos puisse commencer à Genève le 12 mai. Dans ces conditions, étant donné les très grandes difficultés qu'il y aurait, à Genève, de faire démarrer simultanément la conférence sur le Laos et celle d'Evian, il me semble préférable d'essayer d'entrer en communication avec Paris.

En fin d'après-midi du 24 avril, j'atteins de Leusse au téléphone. Je le sens tendu et je crois entendre tourner un disque enregistreur d'écoute. Dans ces conditions, je passe sur tous les considérants du message du GPRA pour dire seulement que ce dernier est maintenant disposé à se rendre à Evian; qu'il propose le 11 mai; et que sa décision a été prise avant les événements d'Alger. Je demande à de Leusse, à l'intention des autorités suisses, de m'indiquer, quand cela lui conviendra, le sens de la réponse française ou de me donner une indication sur le moment où il voudra répondre. Bruno de Leusse déclare laconiquement que «c'est enregistré».

J'en informe le Chef du DPF en recommandant qu'on ne démobilise pas le dispositif mis en place à Genève en prévision de la Conférence d'Evian. En

effet, certaines personnes à Berne se demandent si, dans l'hypothèse d'un succès du putsch d'Alger et des conséquences que cela pourrait avoir en France, il ne serait pas prudent de faire disparaître ce qui a été préparé en Suisse en vue de la Conférence d'Evian.

Puis j'apprends à Boulharouf que son message a été transmis et enregistré à Paris, mais qu'on ne peut pas prévoir quand viendra la réponse. Il demande s'il doit rester encore à Genève. Je remarque que la réponse de Paris pourra lui être téléphonée à Tunis, mais qu'il lui appartient de décider s'il est utile de l'attendre à Genève. Il ne faut pas lui donner l'impression que la Suisse a des craintes et souhaite son départ.

Finalement, Boulharouf décide de retourner à Tunis et d'y attendre une communication de notre part.

VIII

Vers la Conférence d'Evian

La rébellion militaire en Algérie s'écroule, dans la nuit du 25 au 26 avril, aussi rapidement qu'elle a surgi. Le 4 mai, à Paris, je remets à Louis Joxe le texte complet du message du GPRA en ajoutant que celui-ci a montré un grand sens des réalités et a compris qu'il avait intérêt à s'abstenir de toute déclaration publique.

Toutefois, ayant noté des signes d'impatience du côté de Tunis, j'ai informé Boulharouf de mon déplacement à Paris en laissant entrevoir la possibilité d'une communication le lendemain.

Louis Joxe propose que la Conférence d'Evian commence le 16 mai. Le Général est pressé. Il veut mettre les Européens en Algérie devant un fait accompli, car il a renoncé à les convaincre. Il veut liquider l'affaire rapidement et, après quatre jours pour mater la rébellion, quatre jours d'épuration et quatre jours pour tirer les conclusions, il entend que les affaires reprennent leur cours normal.

Tout en faisant une réserve à cause de la conférence sur le Laos qui doit commencer le 12 mai, je me propose d'élucider cette question de date aussi vite que possible.

Je mentionne au Ministre Joxe une démarche faite par l'ambassadeur de France à Berne sur la liberté de mouvement et d'expression de la délégation du GPRA

à Genève. Je rappelle que cette délégation se trouvera à Genève en plein accord avec le Gouvernement français et que sa liberté de mouvement est une condition sine qua non de la Conférence d'Evian. Le Ministre Joxe est d'accord là-dessus, sous réserve de déclarations insultantes qui seraient faites à Genève par le GPRA. Je le rassure en lui disant que notre *gentleman's agreement* avec le GPRA lui donne la liberté d'expression à Genève, mais exclut toute polémique contre des pays tiers et par conséquent contre la France. Louis Joxe entend mener rondement la négociation. Après l'avoir entamée sur le ton qui convient entre combattants, il veut en arriver rapidement à définir les problèmes afin de chercher des solutions.

A la suite d'un téléphone avec le Ministre Kohli, secrétaire général du DPF, celui-ci me donne l'assentiment de la Suisse pour la date du 16 mai. J'en informe Louis Joxe avant de quitter Paris pour m'efforcer ensuite d'obtenir l'accord du GPRA sur cette date.

Le 5 mai, par téléphone, je communique à Boulharouf la proposition française de commencer le 16 mai et l'accord de la Suisse, en insistant sur l'importance de se décider sans plus tarder.

Le 6 mai, Boulharouf laisse entendre que le GPRA demandera vraisemblablement un délai jusqu'à la fin du mois. Il réalise pour sa part que ce serait très malencontreux. J'abonde dans son sens en relevant, sur la base des expériences déjà faites, le danger d'un retard supplémentaire et les risques d'un nouvel accident.

Dans la soirée, Boulharouf propose le 22 mai et je le presse une fois de plus d'avancer cette date. Finalement, il suggère que la conférence commence le 20 mai par une séance inaugurale, à la suite de laquelle les deux parties profiteraient de la Pentecôte pour se donner un temps de réflexion et reprendre le 22. Après quoi, je transmets cette proposition à Louis Joxe qui trouve la formule intéressante.

Le 7 mai, à la suite de nouveaux téléphones avec Louis Joxe et Boulharouf, qui ont dû procéder à des consultations internes, l'accord est réalisé sur la date du 20 mai 1961.

Les jours suivants sont consacrés à la mise au point des préparatifs techniques et du texte du communiqué. Il est publié simultanément à Paris et à Tunis le 10 mai, à 13 heures, dans la forme la plus laconique afin d'éviter de nouveaux incidents. Le texte de Paris est le suivant:

Le Gouvernement français fait connaître que les pourparlers annoncés par le communiqué du 30 mars s'ouvriront à Evian le 20 mai prochain.

Le 18 mai, dans l'après-midi, l'avion spécial de la Swissair, à qui les Algériens ont tenu à se confier, se pose sur l'aérodrome de Cointrin. Toute la délégation du GPRA en sort, précédée par son président, Belkacem Krim, qui fait une déclaration devant une armée de journalistes et de reporters. Il commence par remercier chaudement les autorités suisses de tout ce qu'elles ont fait pour permettre cette conférence historique et de l'hospitalité qu'elles accordent à la délégation algérienne.

Un dernier point reste à régler: celui du protocole devant présider à la première rencontre entre les deux délégations.

Le GPRA, désireux de rester sous la protection de la Suisse, avait, depuis le début des pourparlers, demandé que la délégation algérienne soit présentée aux Français par un Suisse. J'avais toujours fait la sourde oreille, mais ce principe avait été accepté par les Français au cours des pourparlers secrets, dans l'hypothèse, toutefois, d'un transport par terre et d'une rencontre à la frontière. Avec des hélicoptères se rendant directement de Genève à Evian, la situation prenait une autre tournure et pouvait être délicate. Un représentant officiel de la Suisse aurait dû se rendre en France pour présenter la délégation du FLN aux autorités françaises, alors que des centaines de journalistes attendaient sur place le début d'une conférence qui retenait l'attention du monde. Ce n'était pas notre idée d'une mission discrète de bons offices.

Le 18 mai au matin, un délégué français m'avait apporté une note à transmettre à la délégation algérienne, dans laquelle le protocole de la rencontre était fixé, par la plume du Général de Gaulle, dans les termes suivants:

Il convient de se souvenir que les deux délégations représentent des combattants, aussi, ne serait-ce que par respect pour les combattants eux-mêmes, les rapports des deux délégations devront être marqués de la plus grande simplicité et même de la plus grande austérité.

Cette règle sera limitée au temps des combats; elle ne préjuge en rien l'avenir.

Dans ces conditions, la délégation du FLN comprendra que ce ne sera en aucune façon par dérogation aux règles de la courtoisie protocolaire que le sous-préfet de Thonon-les-Bains ne pourra leur serrer la main. Pour les mêmes raisons cette disposition sera également valable à l'intérieur de la salle des séances.

Le 19, Bucher et moi allons faire une visite de courtoisie à Bois-d'Avault où la délégation algérienne nous reçoit *in corpore*. Nous profitons de l'atmosphère très amicale de cette rencontre et de l'euphorie du moment pour faire accepter aux délégués du GPRA le protocole prévu par le Général de Gaulle. Belkacem Krim, avec sa solidité paysanne agrémentée d'une bonne pointe d'humour, constate que seul le résultat compte et qu'en un moment historique il ne faut pas s'accrocher à des détails.

Le 20 mai, Bucher et moi ne résistons pas au plaisir d'aller sur les quais de Genève voir les hélicoptères qui s'envolent de Bois-d'Avault. Ils piquent sur Evian et emmènent les délégués du GPRA au rendez-vous où les attendent les représentants de la France contre laquelle ils ont pris les armes il y a sept ans déjà.

IX

Un compromis réussi

Notre mission est terminée. La tâche qui nous a été confiée est remplie. Chargés par le GPRA, puis par le Gouvernement français, de les aider à préparer dans le secret une rencontre officielle visant à mettre fin à la guerre d'Algérie, nous y avons activement contribué au cours de cinq mois émaillés de nombreuses péripéties.

Le secret, condition essentielle du succès de l'entreprise, est resté hermétique. De nombreuses rencontres entre émissaires français et algériens ont eu lieu en Suisse à l'insu du monde entier.

Une initiative prise par les intermédiaires suisses a contribué à sortir rapidement de l'impasse résultant de la deuxième rencontre secrète tenue à Neuchâtel. Le rôle d'«amortisseur» — pour employer les propres termes du Ministre Joxe — joué par la Suisse, a facilité la résorption de la crise du MNA. Ensuite, pendant le putsch d'Alger, nous avons maintenu les contacts entre Paris et le GPRA jusqu'au moment où la reprise de leurs pourparlers devint de nouveau possible.

Enfin, la conférence franco-algérienne a pu s'ouvrir à Evian grâce à un compromis facilité par la Suisse qui a donné, à la demande des Français et des Algériens, la possibilité à ces derniers d'établir leur résidence et leur base de travail en territoire neutre, à Genève.

Une fois la Conférence d'Evian commencée, la

mission confiée à la Suisse par la France et le GPRA était accomplie. Le déroulement et l'issue des pourparlers demeuraient du ressort exclusif des deux parties. La tâche de la Suisse était de les aider à se rencontrer, puis à entrer en négociation, mais pas d'intervenir dans celle-ci, ni de se prononcer sur les problèmes en discussion.

L'action traditionnelle de la Suisse en faveur du règlement pacifique des conflits, sa réputation de discrétion, le fait qu'elle s'abstient de menées politiques hors de ses frontières, sont autant de raisons qui ont déterminé le GPRA à s'adresser à nous, et le Gouvernement français à s'engager dans la voie qui était ainsi ouverte.

Si toutes les difficultés qui ont surgi au cours des entretiens secrets franco-algériens ont pu être surmontées, c'est en partie grâce à la caution morale de la Suisse. Cela m'a été dit dans ces termes aussi bien par le Premier Ministre Debré et le Ministre Joxe que par les délégués du GPRA, son Vice-Président Belkacem Krim en premier. Malgré leurs doutes et soupçons, Français et Algériens demeuraient convaincus, chacun de leur côté, que l'adversaire ne se servirait pas de la Suisse pour les attirer dans un piège. Cela n'a pas peu contribué à déplacer les montagnes de méfiance accumulées de part et d'autre.

Les responsabilités et les risques assumés par la Suisse dans cette opération se justifiaient par la nature et l'importance de ses objectifs: le rétablissement de la paix en Algérie et l'élimination d'un abcès qui empoisonnait de plus en plus le monde occidental. Que ces objectifs fussent atteints ou non, cela échappait à notre compétence et à nos moyens d'action.

Cependant, cette mission de bons offices valut déjà à la Suisse l'«amitié» du monde arabe et africain. Ce n'est pas un vain mot mais une réalité tangible. Nous l'avons constaté dans la pratique. Par exemple, le GPRA a engagé son prestige auprès du Président Sékou Touré pour obtenir de lui la libération d'un de nos compatriotes emprisonné en Guinée pour des raisons politiques.

Sur le plan diplomatique, le Chef du DPF a eu la visite, le 7 juin 1961, des ambassadeurs du Liban, de

l'Arabie Séoudite et de la République arabe unie venus, l'un après l'autre, le remercier de ce que la Suisse avait fait et des éminents services qu'elle avait rendus à leurs frères arabes d'Algérie.

Du côté français, dans une lettre adressée le 3 juillet 1961 à M. Max Petitpierre, le Premier Ministre écrivait:

Monsieur le Conseiller fédéral,

Je tiens, au moment où vous allez quitter les hautes fonctions que vous avez assumées avec autorité, à vous dire combien j'ai apprécié la discrétion et la diligence dont vos services ont fait preuve dans la préparation, sur le territoire de la Confédération, des pourparlers d'Evian.

Je donne également tout son prix au rôle personnel que vous avez à cette occasion bien voulu jouer.

En vous exprimant tous les regrets que j'éprouve à votre départ, je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de ma haute considération.

Michel Debré

Quant à lui, le Général de Gaulle adressait à M. Max Petitpierre, le 4 juillet 1961, la lettre suivante:

Monsieur le Président,

Au moment où vous quittez les fonctions que depuis seize ans vous exerciez au sein du Gouvernement de la Confédération helvétique, je tiens tout particulièrement à rendre hommage à l'action que vous avez menée tant à la tête du Département politique qu'en qualité de Président de la Confédération.

Croyez que c'est avec un vif regret que je vois s'éloigner des affaires un homme d'Etat qui, comme vous, a toujours prouvé un attachement profond, non seulement à la cause de la paix traditionnellement chère à votre pays, mais à celle de l'amitié franco-helvétique, que vous avez en de multiples circonstances servie avec tant d'efficacité. Mon pays, soyez-en convaincu, a apprécié à sa juste valeur ces efforts et il n'oubliera pas davantage la conscience que vous avez toujours eue de la communauté de culture, de destin et d'idéaux qui unit les nations européennes.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à mes sentiments les plus distingués et les meilleurs,

C. de Gaulle

Genève, été 1961.

Deuxième partie

De la première Conférence d'Evian au cessez-le-feu en Algérie

(20 mai 1961 — 19 mars 1962)

X

La première Conférence d'Evian

(20 mai — 13 juin 1961)

Une fois les Français et les Algériens placés officiellement et publiquement face à face, le travail de l'intermédiaire, qui les avait aidés à se rencontrer, était en principe terminé. Je me suis donc abstenu de rechercher des contacts avec les deux protagonistes, bien qu'ils m'aient souvent, de part et d'autre, invité à les voir. Il fallait aussi qu'ils s'habituent à se parler et à se comprendre sans interprète.

C'était plus délicat à l'égard des Algériens. Ils désiraient des conseils sur la façon de se comporter dans une situation tout à fait nouvelle pour eux, celle d'une délégation gouvernementale de facto qui rencontrait les très redoutables négociateurs français (voir Annexe I, la note de M. Gianrico Bucher du 31 mai 1961).

De plus, la liaison avec les Algériens était nécessaire, non pas au sujet de la négociation, mais pour toutes les questions politiques découlant de la présence sur le territoire helvétique d'une délégation d'un gouvernement provisoire non reconnu par la Suisse. Je me trouvais être à la fois lien et paravent, afin d'éviter un contact direct avec le Conseil fédéral et les autres autorités concernées. N'oublions pas que M. Belkacem Krim, président de la délégation algérienne, avait les fonctions et le titre de Ministre des Affaires extérieures du GPRA, gouvernement provisoire certes, mais reconnu par un

assez grand nombre de pays. Il était par conséquent habitué à recevoir, lors de ses déplacements, les égards officiels dus à son rang.

Ce travail de liaison a été grandement facilité par la discrétion et le tact des délégués algériens. Ils ont toujours observé les termes du *gentleman's agreement* passé avec eux sur les modalités de leur séjour à Genève ainsi que sur la forme et la technique de leurs conférences de presse. Malgré l'importance très grande qu'ils attachaient à l'information et même aux relations publiques, ils sont restés dans les limites nécessaires pour assurer leur sécurité. Les conférences à la Maison de la presse n'étaient pas données par un membre de la délégation algérienne. Lorsque l'un de ceux-ci voulait parler à l'ensemble des journalistes — et ils étaient plusieurs centaines —, il passait par un système vidéo-duplex tout nouveau en 1961, qui permettait les questions et les réponses et apportait l'image de l'interlocuteur algérien sur l'écran, mais qui évitait sa présence physique et, par conséquent, un contact direct. De même, les délégués algériens, bien que séjournant en territoire helvétique, n'ont jamais demandé à entrer en relation avec les autorités suisses. Ils se sont contentés de mon intermédiaire.

De multiples questions ont surgi; l'une mérite d'être citée à titre d'exemple. En effet, elle illustre bien la complexité de la situation dans laquelle se trouvaient tous les intéressés: autorités fédérales, autorités cantonales, autorités françaises et délégation algérienne. Le Parti communiste français encourageait ses membres à se rendre par groupes à Bois-d'Avault afin d'apporter à la délégation algérienne l'appui de l'opinion publique française. Les délégués du GPRA, fidèles à la tradition d'hospitalité musulmane, se sentaient tenus de recevoir tous ceux qui frappaient à leur porte y compris les communistes français, dans leur activité de pèlerins de la paix. La situation devenait gênante car les visiteurs arrivaient à Bois-d'Avault par autobus entiers. Les autorités françaises, embarrassées par ces démonstrations, demandèrent aux autorités genevoises de refouler, à la frontière

déjà, les visiteurs en question. C'eût été faire supporter à la Suisse la responsabilité de l'indignation qu'une telle action de notre part n'eût pas manqué de provoquer. J'ai jugé préférable d'en parler à la délégation algérienne et de lui expliquer en quoi la chose devenait gênante aussi bien pour les autorités suisses que pour celles de la France. Les Algériens l'ont très bien compris. Nous nous sommes mis facilement d'accord sur une procédure selon laquelle un ou deux délégués seulement de ces nombreux visiteurs seraient reçus, les autres restant hors de l'enceinte de Bois-d'Avault. De cette façon, il fut possible de mettre fin sans mal à ces démonstrations.

Il fallut aussi régler les questions de principe ou d'ordre pratique qui, parfois, surgissaient entre administrations fédérales et autorités cantonales dans les domaines où elles étaient appelées à collaborer.

Pendant ce temps, la Conférence d'Evian tournait à vide. Derrière la ronde des hélicoptères, les conférences de presse, les indiscrétions savamment dosées, les extrapolations des journaux, on sentait que les deux délégations ressassaient les mêmes déclarations et que rien n'avançait.

Le 13 juin, la délégation française interrompit soudainement la négociation et demanda une suspension d'une durée indéterminée.

Le 14 juin, j'entendis les commentaires des deux parties.

D'abord, le matin, les doléances des Français. MM. Bruno de Leusse et Vincent Labouret, fort mécontents, se demandaient si les Algériens étaient venus négocier véritablement ou chercher seulement une consécration internationale et l'occasion de réaffirmer avec éclat les principes de leur révolution.

Il était impossible d'entrer en matière, même sur des détails, car la délégation française se heurtait toujours à une position de principe. Par exemple, au sujet des modalités techniques du scrutin d'autodétermination, ils se voyaient opposer la question du champ d'action dudit scrutin, c'est-à-dire en fait la question de la souveraineté sur le Sahara déjà évoquée.

Le Général de Gaulle était très irrité, ce qui ne facilitait pas les relations de la délégation française avec Paris. Il ne comprenait pas que la négociation piétinât et que sa délégation, présidée par un membre du Gouvernement, fût accrochée par les «rebelles» et incapable de progresser.

Autre problème: comment faire un travail utile avec dix-neuf personnes autour de la table? Une proposition de réunions restreintes s'était heurtée à la réaction négative des Algériens.

Avant le début de la Conférence d'Evian, j'avais procédé, des deux côtés, à de discrets sondages pour examiner s'il serait possible de mettre fin aux attentats commis par le FLN, au moins en Métropole, et j'avais suggéré, en échange, un assouplissement du régime de détention de M. Ben Bella afin qu'il pût participer véritablement à la négociation. Mes interlocuteurs français me dirent que rien n'avait été tenté à ce propos. Il leur était difficile de le faire à cause de la position rigide prise par le Général de Gaulle au sujet du statut de prisonnier de guerre de Ben Bella au cours de sa conférence de presse du 11 avril 1961.

Pour terminer, mes interlocuteurs français me confirmèrent que la négociation était seulement suspendue. Ils me demandèrent que soit maintenu en place tout le dispositif édifié de notre côté pour assurer le logement et les déplacements des délégués du GPRA. Enfin, Bruno de Leusse me dit que le Ministre Joxe aimerait me voir.

Toujours le 14 juin, l'après-midi, je trouve à Bois-d'Avault le Ministre Belkacem Krim et les membres de sa délégation, calmes, détendus, impavides. Krim me dit qu'il rentre reprendre la lutte, mais qu'il est prêt à revenir dans les vingt-quatre heures.

Les Algériens se déclarent entièrement satisfaits de leur installation à Genève où ils se sont sentis comme chez eux. Ils sont très reconnaissants de l'hospitalité qui leur a été accordée, de tout ce qui a été fait pour faciliter leur travail. Le Ministre Belkacem Krim me charge de transmettre encore une fois ses remerciements aux autorités suisses.

Sur le fond, la position française ne leur semble ni claire ni logique. Au lieu de l'autodétermination, on cherche à leur donner une «prédétermination». L'autodétermination, c'est la possibilité pour le peuple algérien de décider librement de son sort. Or, dit Belkacem Krim, les Français veulent décider à l'avance et selon leurs propres idées de la situation après l'autodétermination. Par exemple, ils envisagent pour les Européens en Algérie un statut privilégié qui, en fait, serait un retour au régime des capitulations[21]. Les autres questions difficiles sont le Sahara et les enclaves territoriales pour les bases militaires, notamment la base aéronavale de Mers el-Kébir ainsi que celle de Reggane où se déroulent les expériences nucléaires françaises.

La suspension de la négociation a été imposée par le Général de Gaulle. Proposée le matin par le Ministre Joxe, elle a d'abord été refusée par la délégation algérienne qui voulait continuer à creuser les problèmes. Le Ministre Joxe a cependant persisté dans cette volonté d'interrompre. Les Algériens ont alors suggéré une pause de vingt-quatre ou de quarante-huit heures, puis de huit jours. Enfin, ils ont proposé qu'un rendez-vous soit fixé pour la reprise. Après le déjeuner et un téléphone avec Paris, le Ministre Joxe — qui semblait d'ailleurs quelque peu gêné — a refusé cette dernière proposition, si bien que l'ajournement s'est fait *sine die*.

Cette impression d'un certain embarras du côté français fut d'ailleurs confirmée par les journalistes après la conférence de presse donnée par le Ministre Joxe à l'issue de la réunion qui avait abouti à la suspension des travaux.

Le lendemain 15 juin, après avoir réfléchi à ce que j'ai entendu de part et d'autre, je revois Belkacem Krim et Boulharouf. S'il n'est pas question que je me mêle du problème du Sahara — une affaire de souveraineté nationale —, j'ai, en revanche, le sentiment que, sur le plan de la procédure, quelque chose peut être tenté.

Pour commencer, j'explique à mes interlocuteurs la nécessité d'accepter des séances restreintes lorsqu'ils se retrouveront avec les Français. Belkacem Krim ne dit pas non, à condition de ne pas être seul à seul. Il admet

que, lorsque les deux délégations au complet sont en présence, il est difficile de faire progresser les choses.

Je reprends ensuite mon argumentation contre les attentats du FLN en Métropole ainsi que ma suggestion de chercher un arrangement donnant à la délégation algérienne plus de facilité de contact avec Ben Bella.

Enfin, j'explique que dans toute négociation difficile, il y a un moment où il faut laisser les principes de côté et envisager, sans engagement, les solutions éventuelles afin d'explorer les voies menant à des arrangements. En outre, il n'est pas possible de faire progresser une négociation lorsqu'on avance tous les principes à la fois; cela forme un front trop massif qui empêche de chercher les fissures par où l'on peut espérer entamer les difficultés. Revenant à la question du nombre des interlocuteurs, je fais valoir que plus l'assistance est nombreuse, plus la discussion est générale. Pour entrer utilement en matière, il est indispensable de discuter auparavant en très petit groupe, sans engagement de part et d'autre.

Belkacem Krim finit par se déclarer d'accord qu'à titre personnel je dise au Ministre Joxe que des séances restreintes seront possibles. Il est désireux que je prenne contact avec ce dernier. Pendant ce temps, l'adjoint du Ministre Krim, M. Saad Dahlab, restera à Genève pour assurer la liaison.

Le 17 juin, je souhaite bon voyage à la délégation algérienne. Son départ est moins joyeux que n'avait été son arrivée.

Le 21 juin, à Paris, Louis Joxe me demande comment j'ai trouvé les délégués algériens. Je lui réponds: «Très calmes, ils attendent un signe de la France, ils ne bougeront pas les premiers et ils ont paru étonnés de cette interruption.»

Pour Louis Joxe, elle était nécessaire, car «Paris commençait à flancher». L'impatience du Général de Gaulle ne permettait pas à un ministre de son gouvernement de rester plus longtemps en face de «rebelles». Toutefois, Louis Joxe entend poursuivre. Il a quelques idées sur la reprise. Il ne sait pas quand elle aura lieu, mais pas trop tard. Il voudrait procéder par doses

homéopathiques. Il n'est pas possible de négocier pendant une longue période, sinon il n'y aurait plus moyen de maintenir le couvercle sur la marmite en ébullition. Louis Joxe fait, par là, allusion à l'opinion publique française et aux menées subversives qui s'efforcent de l'agiter et de la soulever.

Je lui dis mon sentiment d'avoir convaincu les Algériens de la nécessité de tenir des séances restreintes. Je reprends aussi mon idée d'un arrangement qui, sans être formel, aurait pour résultat l'arrêt des attentats du FLN en Métropole et, simultanément, accorderait des facilités de contact avec Ben Bella.

Louis Joxe, qui revient d'Algérie, a constaté que tout le monde veut la reprise des négociations, y compris les ultras[26] qui sont venus à lui en secret et préfèrent la poursuite des pourparlers à l'indécision dans laquelle ils se trouvent.

Il veut continuer à négocier tout en sachant que ce sera long et difficile. Il envisage un tour de piste en juillet, puis une interruption et une reprise après l'été. Enfin, il demande à me revoir après avoir eu la possibilité de parler au Général de Gaulle de ce que je lui ai dit.

Le 23 juin, je mets le Chef du Département politique fédéral au courant de la situation. Il me charge de reprendre le travail momentanément interrompu pendant que Français et Algériens étaient face à face à Evian.

Le 24 juin, Louis Joxe me demande si les Algériens sont pressés de revenir à la table de négociation. Il envisage de leur proposer une reprise par la voie officielle, tout simplement et sans fioriture. Il me demande de leur transmettre des indications et des précisions sur sa pensée. En fait, il n'est pas encore en mesure de suggérer une date, mais il veut couper court aux bruits qui circulent de nouveau entre Paris, Bois d'Avault et Tunis. En effet, comme par le passé — et chaque fois que l'on s'est trouvé au point mort — des intermédiaires bénévoles, plus ou moins bien intentionnés, contribuent à embrouiller les choses en s'efforçant de se rendre importants.

Le même jour, je vois M. Dahlab et le renseigne, à titre personnel, sur la pensée et les intentions du Gouvernement français, tout en le mettant en garde contre le «grenouillage» qui a repris de plus belle. Saad Dahlab connaît cette agitation, mais il ne prend pas au sérieux tous ces gens qui cherchent à l'approcher. Il me demande quand viendra l'invitation à reprendre les négociations. Je dois lui dire que je n'en sais rien, que le Ministre Joxe ne le sait probablement pas encore, qu'il ne faut pas prendre à la lettre le délai de quinze jours dont on avait parlé; pour le moment, on ne peut que s'armer de patience.

Je reviens sur mon argumentation en faveur des séances restreintes, avec laquelle Saad Dahlab se déclare d'accord. J'insiste sur l'importance d'un arrêt des attentats commis en France par des militants du FLN. Le GPRA y trouverait un avantage, car un tel geste serait vu favorablement à l'étranger et par les Français qui, à une très grande majorité, désirent le succès de la négociation et aspirent à la paix.

Enfin, Dahlab ne cache pas l'impatience de l'opinion, autour du GPRA à Tunis et dans les pays arabes. Toutefois, il se rend compte que la négociation durera longtemps encore; à cause du problème de la souveraineté politique sur le Sahara et parce que, en bien d'autres matières, les positions des deux parties demeurent très éloignées.

Le 24 juin, dans la soirée, je prends contact avec Louis Joxe pour lui rapporter les vues de ses interlocuteurs algériens sur la situation.

Le 1er juillet, Saad Dahlab et Taïeb Boulharouf m'exposent que les Français leur ont demandé, à Evian, de ne pas lier le Sahara au problème algérien. La question du Sahara serait réservée à une discussion ultérieure entre la France, l'Algérie indépendante et les autres Etats riverains. Les Algériens ne voient pas la possibilité de négocier utilement sur la base de l'amputation du Sahara. Ce serait une trahison vis-à-vis du peuple algérien.

Je leur suggère d'envisager la possibilité de négocier en laissant de côté et intactes les positions de principe,

de façon à contourner l'obstacle du Sahara, à chercher des solutions sur d'autres questions en discussion et à revenir au Sahara ultérieurement, une fois que des progrès auraient été accomplis ailleurs. Toutefois, je ne me fais guère d'illusion, car je sens mes interlocuteurs absolument décidés à ne rien céder sur cette question de l'unité territoriale algérienne.

Ainsi passe le temps jusqu'au moment où, après des discussions portant sur le fond ainsi que sur les arrangements de nature pratique[27], la négociation pourra reprendre, non pas à Evian, à cause des touristes, mais quelques kilomètres plus loin, au château d'Allaman, à Lugrin.

XI

La Conférence de Lugrin

(20 — 28 juillet 1961)

Le convoi est ainsi remis sur les rails. Sachant par expérience que pendant la durée de la conférence ma présence ne serait pas utile, mais qu'en revanche elle pourrait le devenir après la prochaine interruption, malheureusement prévisible, je me décide à prendre du champ. Mon retour coïncidera avec une nouvelle impasse dans les pourparlers.

En effet, comme celle d'Evian, la Conférence de Lugrin tourne en rond et bute sur le Sahara. Cette fois-ci, ce sont les Algériens qui, au bout de huit jours, demandent la suspension.

Le 28 juillet et le 2 août encore, Belkacem Krim et Saad Dahlab, à qui je ne cache pas un certain étonnement devant cette rupture aussi rapide, m'expliquent longuement ce qui s'est produit. Ils sont venus à Lugrin avec des concessions importantes, notamment sur les garanties à la communauté européenne et sur la coopération avec la France pendant les périodes transitoires. De plus, ils ont contribué à l'apaisement général par l'interruption des attentats en Métropole, que je leur avais si souvent recommandée.

La raison fondamentale de la rupture est que non seulement les Français ne se montrent pas prêts à modifier leur position au sujet du Sahara, mais qu'ils n'ont laissé aucun espoir quant à un changement ultérieur.

Dans ces conditions, Belkacem Krim ne voit pas le moyen de poursuivre les pourparlers, à cause de l'opinion publique en Algérie et dans les pays arabes. On ne peut pas, en continuant la négociation avec les Français qui refusent de reconnaître l'appartenance du Sahara à l'Algérie, donner l'impression que la délégation algérienne entre, même théoriquement seulement, dans ces vues.

J'avais aussi le sentiment que l'affaire de Bizerte[28] n'était pas étrangère à cet arrêt des pourparlers. Le front maghrébin était une réalité avec laquelle il fallait compter. Dès le moment où l'un des trois partenaires, la Tunisie en la personne du Président Bourguiba, se trouvait en flèche en tentant de conquérir Bizerte par la force, les Algériens pouvaient mal se montrer conciliants en négociant au même moment la location, au Gouvernement français, de la base aéronavale de Mers el-Kébir.

Et puis, pensait-on du côté français, les Algériens voulaient peut-être prendre une petite revanche de procédure et montrer à leurs anciens maîtres qu'ils étaient aussi capables d'interrompre une conférence.

Quant à eux, le Ministre Krim et M. Dahlab n'étaient pas pessimistes et considéraient que des progrès utiles avaient été réalisés au cours des deux rencontres. Les positions respectives étaient maintenant bien connues. La délégation algérienne, dont c'était les débuts dans la négociation internationale, était rodée. Sur le plan de la procédure, elle était entrée dans la voie des séances restreintes. Elle en reconnaissait l'utilité et même la nécessité.

Les délégués algériens rentraient tous à Tunis. Le contact serait maintenu, non plus par une antenne laissée sur place comme lors de la première interruption, mais par l'émissaire habituel, Boulharouf. En définitive, j'avais le sentiment que sans un événement majeur — c'est-à-dire un changement de la position française au sujet du Sahara — les possibilités d'une reprise étaient très minces, sinon inexistantes.

Le 5 août, Bruno de Leusse vient aux nouvelles et demande où en sont les interlocuteurs algériens. Je lui

expose qu'ils n'ont pas cherché seulement à rendre aux Français la monnaie de leur pièce en prenant, à leur tour, l'initiative d'une interruption. Ils l'ont fait parce qu'on ne leur laissait aucune lueur d'espoir quant à un changement de la position française sur le Sahara, même dans un avenir lointain. De Leusse s'en étonne et affirme que sa délégation n'a pas été aussi négative. Il se demande ce qu'il y aurait lieu de faire; il estime que seule une solution négociée est possible car le regroupement des Européens dans une zone séparée — c'est-à-dire la partition[29] — ne ferait que créer de nouvelles difficultés et prolongerait indéfiniment les hostilités.

Je lui réponds que cette lueur d'espoir au sujet du Sahara — que les Algériens déclarent ne pas avoir vue — doit être précisée et renforcée pour permettre une reprise des négociations. Les Algériens, j'en suis convaincu, ne transigeront jamais sur ce point. Une fois de plus, c'est donc à la France de faire un pas en avant.

le chef de l'armée, le colonel Boumediene qui lui succède comme Président, Ben Bella est emprisonné dans son pays. Libéré en 1979, mais d'abord assigné à résidence en Algérie, il vivra ensuite à l'étranger.

[17] Dans la campagne genevoise, résidence appartenant à l'émir de Qatar qui l'avait mise gracieusement à la disposition de la délégation du GPRA.

[18] Le Mouvement national algérien (MNA) est le dernier en date des noms donnés à un mouvement pour l'indépendance de l'Algérie, lancé par le chef nationaliste Messali Hadj, vers 1926 déjà, sous le nom d'«Etoile nord-africaine». L'action de Messali Hadj a été dépassée par celle du Front de libération nationale (FLN), né le 1er novembre 1954, qui lui a enlevé ses éléments les plus dynamiques. Ses troupes, Messali Hadj, assigné à résidence en France, a vu son influence sur les militants algériens décroître progressivement. Simultanément, il était accusé par le FLN de connivence avec le Gouvernement français. Considéré maintenant par le GPRA comme traître à la cause algérienne, Messali Hadj et le MNA se trouvent dans une situation qui n'est pas sans analogie avec celle de Mihaïlovitch par rapport à Tito en Yougoslavie vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

[19] On y trouve, entre autres, la déclaration suivante: «Certes, il est malaisé à un appareil essentiellement insurrectionnel d'aborder avec le minimum de sérénité nécessaire et au plan voulu des questions comme celles de la paix, de l'organisation d'un Etat et du développement économique d'un pays. Mais ces dirigeants, étant donné qu'ils ne domineront pas sur le terrain, où c'est notre armée qui tient la situation, étant donné qu'ils ont de grandes responsabilités à cause de l'influence qu'ils exercent sur les musulmans, étant donné qu'ils semblent appelés à jouer un rôle éminent dans les débuts de l'Algérie nouvelle, il s'agit de savoir si, en définitive, ils seront capables de passer au positif.» Charles de Gaulle, *op. cit.*, p. 111.

[20] Les «activistes»: nom donné à ceux des partisans de l'Algérie française qui manifestent leur opposition aux pourparlers franco-algériens par des actions allant de la propagande aux attentats. Une fois la Conférence d'Evian annoncée, le 30 mars 1961, des menaces sont aussi adressées à des personnalités à Genève et ailleurs en Suisse. En fait, aucun attentat n'aura lieu en Suisse. De l'autre côté de la frontière, le maire d'Evian trouvera la mort à la suite d'un plastiqueage de son domicile, le 31 mars 1961.

[21] 2e Bureau, nom donné en France au service de renseignements des instances militaires.

[22] Sigle de l'Organisation armée secrète, vraisemblablement créée au début de 1961 par des militaires et des civils déterminés à

combattre pour l'Algérie française — et par conséquent à s'opposer à la politique algérienne du Général de Gaulle — par tous les moyens, y compris le terrorisme. Le général Salan, à cette époque, réside en Espagne, après avoir quitté clandestinement la France.

[23] Les généraux Challe, Jouhaud, Salan et Zeller, appuyés par certaines unités de l'armée, déclenchent une insurrection militaire à Alger dans la nuit du 21 avril 1961. Décidés à maintenir l'Algérie dans la France, les putschistes ont pour objectif de prendre le pouvoir en Algérie, puis de renverser le chef de l'Etat et le Gouvernement français ou, tout au moins, de les contraindre à maintenir le statu quo en Algérie. L'insurrection s'écroule dans la nuit du 25 au 26 avril, balayée par l'appel à l'ordre républicain et à l'obéissance de l'armée, télévisé par le Général de Gaulle dans la soirée du 23 avril; appel largement entendu par les militaires en Algérie, notamment par les soldats du contingent qui l'avaient capté avec leurs transistors personnels.

[24] Les putschistes d'Alger faisaient peser la menace d'une intervention armée sur Paris, ainsi qu'en d'autres points du territoire métropolitain, pour neutraliser le chef de l'Etat et son gouvernement et, si nécessaire, assumer le pouvoir.

[25] Conventions ou traités par lesquels une puissance s'engage à respecter certains droits et privilèges sur les territoires soumis à sa juridiction; par exemple, les droits des sujets chrétiens en pays musulmans.

[26] Nom parfois donné aux partisans irréductibles de l'Algérie française et prêts à s'opposer par la violence à un changement de son statut.

[27] A titre d'exemple, voir aux Annexes II et III les notes de dossier de M. André Tripet qui assurait la liaison entre les «antennes» française et algérienne.

[28] Par une note du 6 juillet 1961, adressée à Paris, le Président Bourguiba exige que les forces françaises soient immédiatement retirées de la base de Bizerte louée par la Tunisie à la France. N'ayant pas reçu de réponse, le 13 juillet, les Tunisiens attaquent la base, la bloquent de l'intérieur comme du côté de la mer et ouvrent le feu sur les troupes françaises. La riposte de la France est rapide et dure. La base de Bizerte est dégagée, au prix de tués et blessés de part et d'autre, mais en bien plus grand nombre du côté tunisien.

[29] La partition aurait consisté en un regroupement des Européens d'Algérie et des musulmans désireux de se joindre à eux dans une

importante région demeurant attachée à la France. Selon les schémas envisagés, les plans de partage du territoire algérien prévoyaient, outre une large zone côtière s'étendant d'Alger jusqu'à Oran, l'éventualité d'un couloir reliant cette région au Sahara.

[30] Voir première partie, note 22.

[31] Le Comité national de la Révolution algérienne (CNRA) réuni à Tripoli du 9 au 27 août 1961 désigne un nouveau Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). M. Benyoucef Ben Khedda, ancien Ministre des Affaires sociales, devient Président du Conseil et Ministre des Finances. M. Ferhat Abbas, Président du Conseil depuis le 19 septembre 1955, ne fait plus partie du GPRA. M. Belkacem Krim reste Vice-Président du Conseil et devient Ministre de l'Intérieur alors qu'il était précédemment Ministre des Affaires extérieures. M. Saad Dahlab est nommé Ministre des Affaires Etrangères. M. Ahmed Ben Bella et ses quatre compagnons de captivité en France demeurent membres du GPRA. MM. Ahmed Ben Bella et Mohammed Boudiaf ont le titre de Vice-Président du Conseil. MM. Hocine Aït Ahmed, Rabah Bitat et Mohammed Khider sont Ministres d'Etat.
Le CNRA, créé en août 1956, est considéré comme le parlement du Front de libération nationale (FLN). Il est composé d'environ 70 membres. Les principales tendances du nationalisme musulman y sont représentées, de même que les chefs de l'Armée de libération nationale (ALN). Les membres du GPRA sont aussi membres du CNRA.

[32] Devant le blocage de la négociation avec le GPRA, des efforts étaient entrepris par le Ministre Joxe pour trouver un petit nombre de personnalités algériennes et de Français libéraux afin de créer un «exécutif» capable d'exercer une influence sur place et, par là, de faire pièce au FLN. Cette tentative de créer une troisième force en Algérie devait rester sans résultat, faute d'avoir trouvé des volontaires pour une telle mission.

[33] Il s'agit des garanties aux Français restant en Algérie après l'indépendance; garanties relatives à leurs droits civiques ainsi qu'à la protection de leurs personnes et de leurs biens.

[34] Il est envisagé qu'un Exécutif provisoire soit chargé de la gestion publique en Algérie entre l'entrée en vigueur du cessez-le-feu et la proclamation de l'indépendance algérienne.

[35] Les Marocains se sentent concernés par le sort de Ben Bella parce qu'il se trouvait dans un avion d'Air Maroc volant de Rabat à

Tunis lors de son interception par un appareil militaire français. Voir première partie, note 16.

[36] Voir *La Croix-Rouge internationale*, par Bernard Chenot, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, Institut de France, Paris, Institut, 1986, N° 27, pp. 1-3.

[37] Voir note 28.

[38] Voir note 29.

[39] Voir Annexe IV: note de M. Simon.

[40] Nom des grandes unités de l'Armée de libération nationale (ALN).

[41] Voir note 34.

[42] Voir première partie, note 16.

[43] Les Marocains n'y étaient pour rien, puisque l'avion d'Air Maroc avait été intercepté par un appareil militaire français et contraint de se poser en Algérie.

[44] Ce sont les conditions énoncées dans les Accords d'Evian.

[45] Traduction de l'anglais.

[46] Traduction de l'anglais.

[47] M. le Conseiller fédéral Max Petitpierre.

[48] M. Bucher a été nommé ambassadeur de Suisse au Nigeria.

[49] Traduction de l'allemand.

TABLE DES MATIÈRES

Préface de Max Petitpierre 7

Introduction 9

Un bref rappel historique 13

Première partie
Des premiers sondages à la Conférence d'Evian (novembre 1960 - 20 mai 1961) 19

I Prélude 21
II Les préliminaires 25
III Bon début à Lucerne 32
IV Impasse à Neuchâtel 35
V La relance des pourparlers secrets 40
VI Accrochage sur le MNA 50
VII Le putsch d'Alger 67
VIII Vers la Conférence d'Evian 73
IX Un compromis réussi 77

Deuxième partie
De la première Conférence d'Evian
au cessez-le-feu en Algérie
(20 mai 1961 - 19 mars 1962) 81

X La première Conférence d'Evian
(20 mai - 13 juin 1961) 83
XI La Conférence de Lugrin
(20-28 juillet 1961) 92
XII Une longue attente 95
XIII Reprise de la négociation secrète 112
XIV La rencontre secrète aux Rousses 118
XV La deuxième Conférence d'Evian
(7-18 mars 1962) 141
XVI La paix menacée 152

Epilogue 157

Annexe I 164
Annexe II 166
Annexe III 173
Annexe IV 178

Abréviations 185

Index des noms cités 186

Notes 190

Achevé d'imprimer sur les presses de

l'OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES

1, Place Centrale - Ben-Aknoun - ALGER

Achevé d'imprimer sur les presses de
L'OFFICE DES PUBLICATIONS
UNIVERSITAIRES
1, Place Centrale - Ben Aknoun - ALGER